

2016 RAPPORT D'ACTIVITÉ



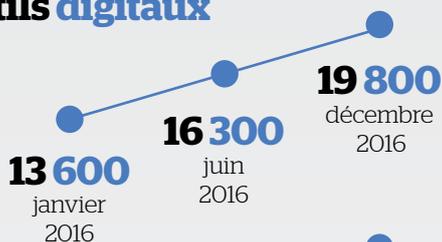
Merci pour votre engagement permanent

54 000 sympathisant-e-s

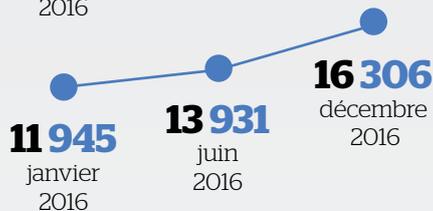
Nos outils digitaux



Nombre de followers



Nombre de fans



+ de 139 000 personnes ont visionné notre vidéo de campagne « Garantie 10 ans, maintenant » sur facebook.

+ de 70 600 personnes fréquentent tous les mois notre site internet.

Des mobilisations créatives en ligne et sur le terrain

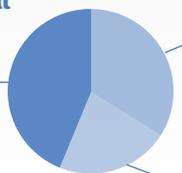
+ de 1 000 militant-e-s ont perturbé la tenue du Sommet Offshore des pétroliers en avril 2016.

+ de 100 ateliers étaient proposés au Camp Climat Espère en août 2016.

+ de 1 000 personnes ont répondu à l'appel des « faucheurs de chaises » pour organiser des actions dans les agences bancaires.

Tendre vers l'autonomie financière

Autofinancement (adhésions, dons, ventes et prestations)
368 154 €



Subventions publiques (UE, Ministère de l'Écologie, Collectivités territoriales...)
281 480 €

Subventions privées (fondations)
187 797 €

BUDGET TOTAL
837 431 €

La Baleine, le plus vieux journal écologiste militant



En 2016

4 numéros de la Baleine ont été édités.

MARS 2016

« Entre le nucléaire et la bougie, il y a l'intelligence ».

JUIN 2016

« Lutter contre l'impunité des multinationales : entre patience et courage ».

SEPTEMBRE 2016

« Garantie 10 ans. Exigeons des produits durables et réparables ! ».

DÉCEMBRE 2016

« Rendons visible l'invisible ».

Les médias, nos partenaires d'information

CÔTÉ MÉDIAS NATIONAUX :

62 dépêches AFP,
32 articles sur France Info,
29 dans L'Humanité,
19 sur France Inter,
19 sur RTL,
18 dans Libération,
16 dans le Monde...

CÔTÉ MÉDIAS RÉGIONAUX :

63 articles dans le Dauphiné Libéré,
52 dans Sud-Ouest,
36 pour France Bleu Bourgogne,
29 pour France Bleu Pays de Savoie,
18 dans la Provence,
16 dans le Parisien...

Le 14/04 FRANCE INTER

Obsolescence programmée, Opération « carton rouge ».

Le 18/05 LE MONDE

Que faire des OGM cachés ?

Le 13/06 CHALLENGES

EDF va-t-il quitter le commerce du charbon ?

Le 03/11 LE FIGARO

Carton rouge aux banques françaises sur le charbon.

Le 07/12 FRANCEINFO

La France est quadrillée par plus de 200 permis miniers.

Le 09/12 LIBÉRATION

« On nous entend ? » : quand une radio pirate squatte BNP Paribas contre l'évasion fiscale.

DÉVELOPPER LA FÉDÉRATION

Les Amis de la Terre, c'est un réseau de 2 millions de personnes, dans plus de 75 pays, qui partagent une vision : construire un monde plus juste et plus soutenable. Notre fédération soutient la résistance de celles et ceux qui subissent les conséquences directes de la crise écologique, propose des mobilisations qui permettent à chacun-e de s'impliquer et d'être acteur-trice du changement. En France, c'est un mouvement porté par des personnes passionnées qui donnent de leur temps pour nourrir une expertise, lancent l'alerte sur des sujets peu connus, portent des revendications jusqu'aux plus hautes sphères de l'État ou organisent des actions de solidarité, près de chez eux, pour soutenir celles et ceux qui sont plus loin. Un mouvement qui grandit dans les repair-cafés, dans le choix d'une banque plus juste, dans les projets d'énergies renouvelables menés par les citoyen-nes. Un mouvement qui remporte les victoires décisives, parfois loin des feux médiatiques, pour passer à un monde juste et soutenable.



PERMETTRE AUX MEMBRES DE SE FORMER OU D'ÉCHANGER

La formation des militant-e-s, l'échange d'expériences et la mutualisation de bonnes pratiques sont essentiels. C'est pourquoi la Fédération organise régulièrement des sessions de formation et des journées d'échange à Paris ou en Province.

Ces sessions permettent de réfléchir sur nos pratiques militantes (concevoir une stratégie, organiser une action directe non-violente...), d'acquérir des méthodes de travail efficaces (animer une réunion, gérer un projet collaboratif...) ou encore favoriser des rencontres physiques entre les membres d'un groupe de travail thématique (commission agriculture...).

En 2016, nous avons fait évoluer le format des journées d'échange en proposant une meilleure articulation entre la compréhension des enjeux, la stratégie et la mobilisation. Ce nouveau format a été mis en place sur deux de nos campagnes nationales : la campagne sur les modes de production et de consommation responsables et celle sur les banques.

Nous avons également testé ce format directement auprès de groupes locaux soit en soutien aux campagnes nationales (banque) soit pour préparer le lancement de campagnes locales (alimentation à Saint Quentin en Yvelines). Les participant-e-s ont beaucoup apprécié le format qui permet sur une journée à la fois de bien comprendre les fondements et la stratégie d'une campagne, et de s'entraîner à construire des actions concrètes. Les idées des participant-e-s qui émanent de ces rencontres sont du reste directement utiles aux chargé-e-s de campagne : une formation et un remue-méninges dans le même élan !

LE CAMP CLIMAT ESPÈRE 2016.

Impressionnante mobilisation pour le Camp Climat Espère 2016, co-organisé par ANV-COP21, Alternatiba et les Amis de la Terre France qui a réuni plus de 300 personnes du 5 au 15 août dans le Lot-et-Garonne. Dix jours de formations, d'ateliers, de réflexions stratégiques et de pratique des alternatives qui ont su remplir un objectif clair : renforcer le mouvement pour la justice climatique.

Le Camp Climat a démontré qu'une « nouvelle génération » se montrait de plus en plus mobilisée pour relever le défi de l'urgence climatique : des inscriptions closes à J-10, un programme riche en formations et mises en pratique (275 formations, ateliers et animations), l'ensemble des régions représentées, des participant-e-s de tous les âges dont une

majorité entre 20 et 35 ans. Dix jours de formations et d'ateliers pour co-construire les campagnes et prochaines mobilisations.

Climat et stratégie, non-violence, logistique, communication etc., débutant-e-s et plus expérimenté-e-s ont pu renforcer leurs compétences pour mener les prochaines campagnes et batailles face au défi de notre génération. Le camp s'est terminé par un entraînement géant : une simulation d'action de masse de désobéissance civile non-violente, réunissant 200 personnes, mettant en application les ateliers de la semaine.

UNE MEILLEURE COORDINATION DE NOS ACTIVITÉS ET UNE NOUVELLE STRATÉGIE DE MOBILISATION

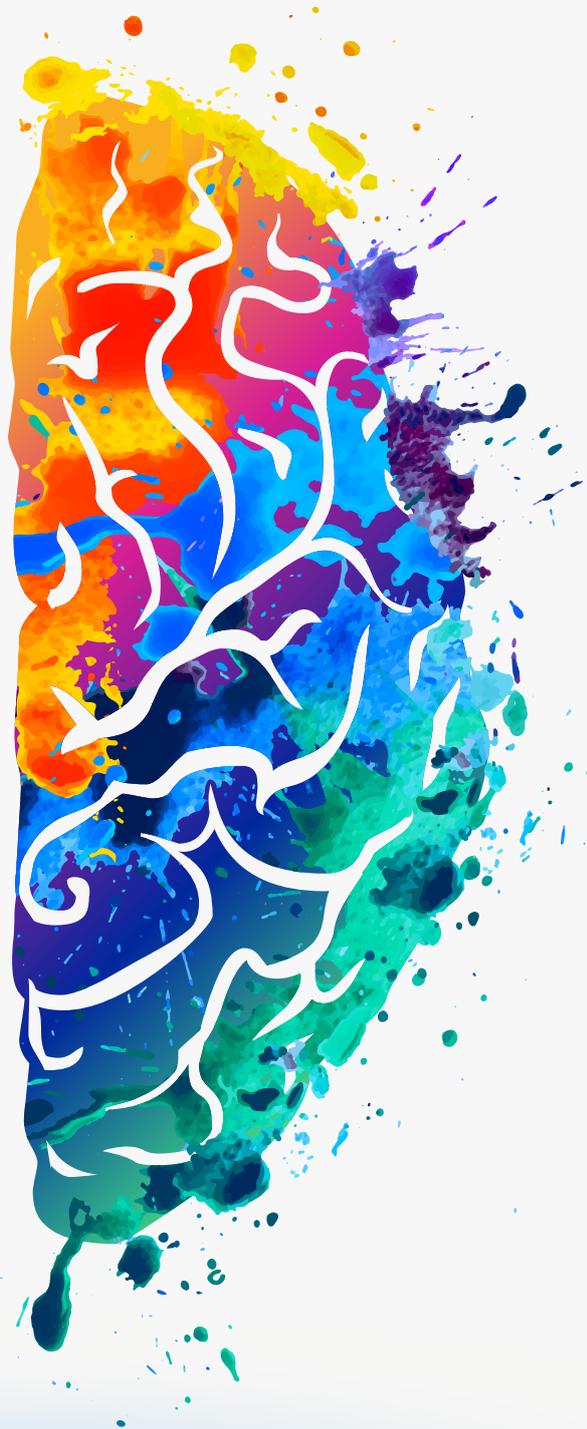
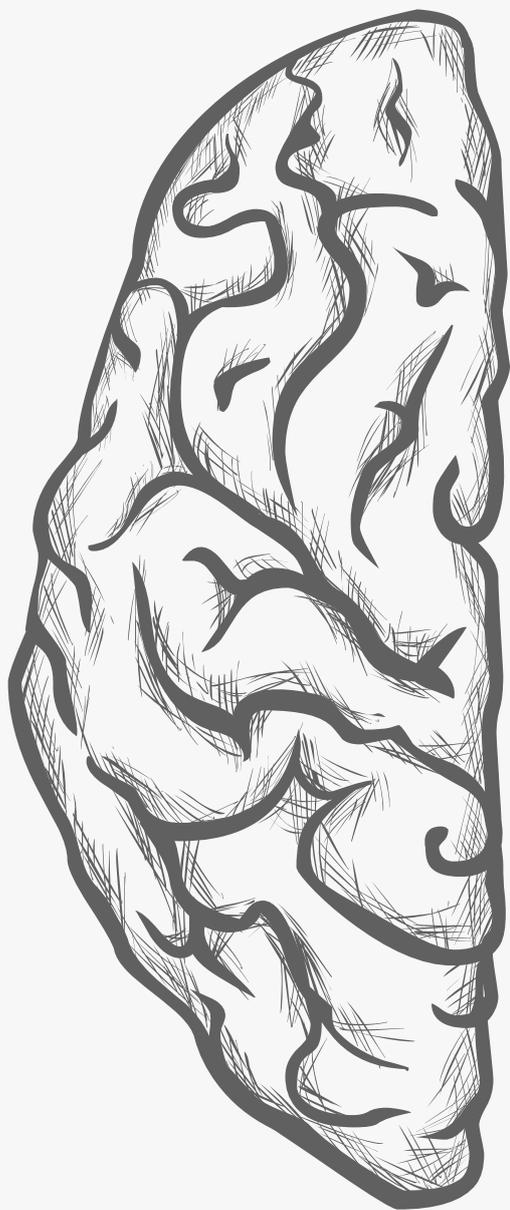
Suite au processus de réflexion stratégique, la Fédération met en place progressivement de nouvelles façons de travailler et d'identifier des priorités. Lors de deux week-end (en février et novembre 2016), le groupe « développement de la Fédération » qui regroupe des administrateurs-trices, des salarié-e-s et des membres actifs-ves de l'association s'est réuni pour réfléchir ensemble aux priorités et à l'élaboration du planning d'activités. Fixer des priorités ne signifie pas renoncer à la richesse de notre travail mais permet de concentrer nos moyens (notamment de communication et de mobilisation) sur des projets concrets, porteurs de victoires et mobilisateurs ; pour une meilleure visibilité.

LA COORDINATION NATIONALE DES GROUPE LOCAUX, UNE NOUVELLE OCCA- SION D'ÉCHANGER AU SEIN DU RÉSEAU

Le besoin d'échanges et de rencontres entre groupes locaux mais aussi avec l'équipe nationale se fait sentir en permanence. Pour y répondre, un nouveau rendez-vous a été instauré, une ou deux fois par an.

La première Coordination Nationale des Groupes Locaux s'est tenue les 3 et 4 décembre 2016 à Bordeaux, accueillie par le groupe Gironde dans la sympathique Maison de la nature et de l'environnement. Elle a permis de présenter des outils existants et en développement au niveau national, des projets pour 2017, et de faire le tour des campagnes menées par des groupes locaux venus de toute la France.

La conclusion s'est orientée vers un besoin encore accru d'échanges horizontaux entre groupes. La prochaine session sera accueillie par le groupe de Dijon.



UNE NOUVELLE STRATÉGIE DE COMMUNICATION POUR MIEUX DÉTERMINER NOS CHANTIERS PRIORITAIRES

Les Amis de la Terre France, c'est avant tout une association ouverte, un lieu d'échange pour les militant-e-s et un outil pour développer de nouveaux projets, renforcer les luttes ou promouvoir les alternatives. Mais l'outil « Amis de la Terre France » n'est utile que s'il est connu et reconnu, que s'il est sollicité par le plus grand nombre, que si son projet, ses valeurs sont partagés à toutes les échelles, du local au national. Oui, nous devons renforcer le sentiment d'appartenance à cette grande famille militante en faveur de la justice sociale et environnementale ; une famille qui ne demande qu'à s'agrandir, qu'à accueillir celles et ceux qui partagent notre projet pour des sociétés soutenables. Et nous sommes très nombreux-ses !

Avec

- la production d'expertises de fond sur des supports plus attractifs (nouvelle charte graphique pour les guides, les rapports etc) ;
- la reprise d'une information régulière via notre journal « La Baleine » et les Newsletters mensuelles ;
- l'organisation de mobilisations créatives relayées par une audience grandissante sur les réseaux sociaux ;
- la médiatisation de nos expertises ou de nos mobilisations ;
- nos formations de plus en plus plébiscitées ;

nous commençons à piquer la curiosité d'un public plus diversifié et nous pouvons nous en féliciter. Pour autant, ces nouvelles personnes qui nous ont connu au détour de l'une de nos communications ou de nos mobilisations ne sont pas forcément acquises à notre cause et souvent s'évaporent avant même d'avoir pu être remerciées.

Toute la problématique réside sur les moyens que nous donnons à celles et ceux qui nous découvrent de se sentir pleinement Amis de la Terre. Comment les accueillir au sein de notre réseau et les accompagner dans la construction de leur parcours militant ? Comment également assurer une relation toujours aussi attentionnée auprès de celles et ceux qui nous soutiennent depuis longtemps par du temps bénévole ou par des dons réguliers ?

Pour pouvoir y répondre et développer l'activité de notre base de sympathisant-e-s, il nous fallait d'abord comprendre d'où l'on partait. Nous avons donc décidé en 2016 de lancer un travail d'enquêtes qualitatives auprès de publics-cibles. L'idée était d'identifier clairement les besoins et attentes des personnes qui nous découvrent ou qui nous suivent, qu'elles soient membres de groupes locaux actifs ou en devenir, militant-e-s activistes, sympathisant-e-s acquis-es ou à convaincre, donateurs-trices ponctuel-le-s ou régulier-e-s. A la lumière de leurs réponses, nous avons pu construire les bases de notre nouvelle stratégie de communication.

Car une stratégie bien pensée permet de véhiculer une image et un message compréhensible et engageant. Mais aussi de faire les bons choix en termes d'outils et supports de communication pour éviter les dépenses superflues.

CONSTRUIRE NOTRE IDENTITÉ

Quels éléments composent notre identité ? Qu'est ce qui nous différencie des autres réseaux militants ? Quelles différences vont ainsi créer la préférence ? ... sont autant de questions que nous nous sommes posées cette année. Sur l'ensemble de nos supports de communication aujourd'hui, il est difficile de savoir concrètement et synthétiquement qui sont les Amis de la Terre. D'ailleurs, si nous devions toutes et tous nous définir en quelques phrases, dirions-nous la même chose ?

La présentation de notre identité (notre projet politique, nos valeurs, nos engagements, nos services) doit pouvoir être accessible facilement. Elle doit donc se décliner en une palette cohérente de supports permettant au plus grand nombre de nous connaître et/ou de nous faire connaître.

L'enjeu est double :

- permettre à de potentiel-le-s sympathisant-e-s de découvrir notre association, son projet politique, ses engagements, sa vision/mission et son « offre de services ». Bref de susciter l'envie d'être membre d'un grand réseau écologiste français.
- faire de nos sympathisant-e-s des ambassadeurs-trices et leur donner les moyens/outils de parler de nous.

Ce travail sur l'identité de notre réseau va progressivement se diffuser sur l'ensemble de nos supports de communication existants et se structurer en nouveaux outils propices à faciliter la compréhension de notre projet et la force de notre réseau. Après le livret d'accueil, nous aurons le plaisir de vous présenter en 2017 notre plaquette et une vidéo institutionnelle pour illustrer notre slogan « résister, mobiliser, transformer ». Le livret militant viendra compléter cette gamme.

REPENSER L'INTÉGRALITÉ DE NOTRE UNIVERS DIGITAL

L'enquête nous a permis également de comprendre que, dans un paysage digital « ultra-compétitif », nous n'avions pas encore su trouver et imposer notre identité pourtant riche de sens, de combats et de valeurs. Elle nous a révélé les difficultés pour chacun-e de naviguer sur notre site internet et de comprendre rapidement qui nous sommes, quelles sont nos campagnes prioritaires, quels sont les sujets sur lesquels nous sommes producteurs d'expertises, quels sont les projets sur lesquels les groupes locaux militent, comment utiliser l'outil « Amis de la Terre » et agir ensemble. Autant de questions qui devraient pourtant ne pas se poser sur un tel outil. Il était donc nécessaire de repenser l'architecture même de www.amisdela terre.org

Mais repenser son site web n'est qu'une des briques d'une stratégie digitale bien menée. Que faire des données collectées sur le site web lorsqu'un-e sympathisant-e signe une pétition sur l'obsolescence programmée, s'inscrit à la newsletter banque, nous fait un don sur le nucléaire ? La réponse est simple : assurons-nous de les conserver dans une base de données qualifiées !

La connaissance fine des thématiques qui stimulent vraiment nos sympathisant-e-s nous aidera à construire une relation attentionnée et durable en offrant à chacun-e un service (offre de formation, date de mobilisation) et une communication (les suites de la campagne) sur-mesure.

AU COEUR DU DÉBAT PUBLIC

En décembre 2015, des milliers de membres des Amis de la Terre, venus du monde entier, se réunissaient à Paris pour participer à la mobilisation autour de la COP21. Cette mobilisation venait appuyer un travail de fond réalisé par notre fédération internationale dans les négociations sur le climat pour obtenir un accord ambitieux qui respecterait les peuples et les communautés déjà impactées par les effets du dérèglement climatique. Nous savions que l'accord qui serait signé à Paris ne serait pas à la hauteur des enjeux, mais nous savions aussi que cette échéance était capitale dans la construction d'un mouvement capable de renverser les rapports de force. Aux foreuses, nous opposons nos résistances déterminées et non-violentes. Aux pelleteuses, nos imaginations. Face à l'érosion du vivre-ensemble, rappelons que c'est un modèle entier de société que nous proposons, plus juste, plus humain et pacifique.



CHANGER D'ÉCHELLE ET CONSTRUIRE UN MOUVEMENT DE MASSE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

Le dérèglement climatique n'est plus une prévision ; c'est une réalité. Une réalité concrète pour la majorité de la population des pays du Sud, en proie aux catastrophes extrêmes, à la désertification, aux famines et aux déplacements forcés par l'épuisement des ressources.

Les changements climatiques ne sont que les symptômes d'une crise globale, à la fois écologique, sociale et économique : la crise d'un modèle de développement basé sur la concurrence et la surexploitation des ressources naturelles, qui creuse les inégalités en permettant à une minorité de personnes de vivre dans l'excès quand une grande majorité voit ses droits à satisfaire des besoins fondamentaux bafoués. Cette convergence des crises implique qu'on s'attaque à la racine du problème pour réduire les inégalités et satisfaire les besoins fondamentaux de tou-te-s en préservant les écosystèmes.

La tâche peut paraître immense : face à l'inertie des États et au pouvoir des multinationales, c'est à nous, citoyennes et citoyens, qu'il incombe d'agir. Ce défi, c'est le nôtre, et pour y parvenir, nous devons être imaginatif-ve-s, nombreux-ses, et efficaces.

Les 5 à 10 prochaines années seront déterminantes pour stabiliser le climat sous la barre critique de +1,5 °C. Cette bataille a ceci de spécifique qu'elle ne se jouera qu'une seule fois. De notre capacité à résister, à mobiliser et à transformer nos sociétés, dépendra notre avenir, et celui des générations qui nous suivront.

Faire le constat du monde tel qu'il est aujourd'hui, des rapports de force qui l'animent et des inégalités qui se creusent ne signifie pas pour autant être fataliste et renoncer à notre capacité à agir. Partout dans le monde et en France, des alternatives se structurent, des initiatives citoyennes éclosent, des femmes et des hommes s'organisent différemment, des nouvelles formes d'entreprise se créent... et l'ensemble de ces actions participe à construire, dès aujourd'hui, le monde dans lequel nous voulons vivre demain.

Notre défi, c'est que la petite alternative locale devienne la norme, que ces initiatives citoyennes deviennent la loi,

que ces méthodes solidaires et respectueuses des écosystèmes soient le socle du monde à venir. Oui, les alternatives existent, mais elles sont encore trop minoritaires. Oui, nos résistances sont victorieuses, mais elles ne parviennent pas à enrayer tous les projets climaticides. C'est pour ça que nous devons parvenir à changer d'échelle.

Cette réalité, nous l'avons comprise. Et nous sommes prêts à relever le défi, déterminés à rebondir sur cette nécessité de changement en nous dressant face aux grands pollueurs tout en contribuant à favoriser l'éclosion et la dissémination de la multitude des alternatives qui existent.

Nous consacrons donc notre devoir d'entrer en résistance. À commencer par rappeler aux gouvernements signataires de l'Accord de Paris que, pour répondre à l'objectif de limiter l'augmentation de la température globale en deçà de 1,5 °C, il leur faut parvenir à la fin des énergies fossiles sans recourir à de fausses solutions comme le nucléaire, ou à des accords commerciaux qui saperaient tous nos efforts comme le Tafta.

Quant aux acteurs privés comme les banques françaises ou les multinationales comme Total, EDF ou Engie, nous continuerons d'empêcher la poursuite de leurs activités climaticides, ici ou ailleurs.

Ensemble, en alliant plaidoyer et mobilisation, nous soutiendrons des luttes qui deviendront des victoires : l'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes, le centre d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure, les gaz de schiste en France et en Patagonie, les centrales à charbon de Vado Ligure (Italie), Hazelwood (Australie), la mine de charbon El Cerrejón (Colombie), le torchage du gaz (Nigéria)...

En parallèle, nous continuerons à repenser nos modes de production et de consommation en donnant une seconde vie à nos produits, en s'opposant à l'obsolescence programmée et à la surconsommation. Aux côtés de celles et ceux qui sont touchés par les conséquences du système d'exclusion, nous travaillerons à lutter contre la précarité énergétique. Nous continuerons de soutenir les luttes locales pour un autre modèle énergétique, comme à l'Île de Sein, et de montrer qu'une autre finance, plus responsable, est possible.

La stratégie développée aux Amis de la Terre France, basée sur la fine articulation entre l'expertise, le plaidoyer, la sensibilisation et l'action directe non-violente allant jusqu'à la désobéissance civile, apporte d'excellents résultats. Nous devons aujourd'hui aller encore plus loin, aller chercher d'autres victoires, gagner d'autres batailles toujours plus grandes et amplifier encore la dynamique en cours !

ON NE LÂCHE RIEN

Le mouvement climat est plus fort aujourd'hui qu'il ne l'était il y a quelques années. Une dynamique citoyenne massive sur les alternatives a émergé depuis le premier Alternatiba à Bayonne en 2013. Un mouvement a éclaté avec ANV-COP21 pour organiser des actions de désobéissance civile de masse 100 % non-violente et essaima aujourd'hui partout sur le territoire. De nombreuses victoires d'étape ont été gagnées, notamment concernant l'arrêt des soutiens des banques et entreprises au secteur du charbon. La convergence des enjeux d'agro-écologie paysanne, de santé, de libre-échange, d'énergie, de solidarité, de féminisme, de biodiversité, d'extractivisme, de racisme, avec l'enjeu climat s'est imposée comme une évidence. Nous sommes capables de résister, et nous avons des solutions à proposer. C'est pour cela que nous ne lâcherons rien.



EXIGEONS
LA JUSTICE
CLIMATIQUE



Les Amis
de la Terre

LA DÉTERMINATION CITOYENNE EN ACTION !

La valeur ajoutée des Amis de la Terre France, c'est l'articulation fine entre notre expertise, nos actions de sensibilisation, notre plaidoyer et nos actions réalisées à des moments stratégiques - pouvant aller jusqu'à la désobéissance civile - qui nous permettent d'obtenir des victoires propres à renverser le rapport de force. En 2016, nous avons d'ailleurs multiplié les actions directes non-violentes pour faire face au « business as usual ».

A Bordeaux, le groupe local Gironde et ses partenaires ont organisé un DIE-IN - véritable scène de crime aux pesticides - lors de l'inauguration de la Cité du Vin. Malgré le caractère non-violent de cette action, le cadrage policier disproportionné était à l'image de l'omerta que suscite cette question sur le vignoble. Cette tentative d'intimidation n'a pas altéré la détermination des militant-e-s venu-e-s en nombre briser cette loi du silence.

Et puis il y a eu le Match « Climat vs Profits » lancé contre BNP Paribas, 4ème banque internationale à financer l'industrie du charbon. Nous avons touché deux lieux symboliques : son Centre d'Affaires, là où elle spéculé contre la planète et les populations et Roland Garros, là où elle soigne son image de marque et sa réputation. Nous avons opposé à la banque notre pleine conscience de l'urgence climatique qui pousse à nous mettre en travers des logiques de profit incompatibles avec une juste transition vers le 100% renouvelable. Malgré l'absence de considération de notre interlocuteur, nous avons toutes senti qu'un rapport de force venait de s'instaurer.

Ce rapport de force s'est clairement exprimé lors du blocage du « Sommet International des pétroliers » à Pau. Des instants riches et intenses que nous vous relatons.

BLOQUER LE SOMMET DU PÉTROLE OFFSHORE À PAU

Difficile de décrire à chaud les émotions que nous avons pu vivre à Pau lors du blocage du MCEDD, Sommet du forage et de l'exploration pétrolière offshore. Les chiffres pourraient parler d'eux-mêmes : 500 activistes mobilisé-e-s, presque 10 actions non-violentes menées en 3 jours, plus de 20 000 euros récoltés grâce à une campagne de financement participatif, 5688 signataires de l'Appel, un objectif atteint : bloquer le sommet. Tout cela a été possible grâce à vous.

Mais les chiffres ne traduiront jamais la force, l'énergie, la détermination, ainsi que la fatigue qui ont rythmé ces 6 jours historiques pour la mobilisation citoyenne et non-violente en faveur de la justice climatique !

Oui, des militant-e-s armé-e-s de coussins et de peinture blanche ont passé les barrières du palais Beaumont de Pau et ses cordons de CRS pour empêcher que les pollueurs du climat et de l'océan puissent se réunir. Mais ce n'est que la pointe visible de l'iceberg. Car la préparation et la mise en œuvre de ces actions est le résultat d'un travail collectif minutieux dans lequel tous les niveaux d'engagement auront été fondamentaux. En amont de chaque action il aura fallu s'occuper de la logistique du camp, de la préparation du matériel, des toilettes sèches, de l'accueil, de la préparation de nourriture. Tâches insurmontables sans le soutien et la bienveillance constants de la communauté Emmaüs Lescaur Pau qui nous a hébergé-e-s.

Il aura fallu former à l'action et la résistance non-violentes, car de nombreuses personnes n'avaient jamais encore participé à des actions de façon générale. L'appréhension de la confrontation même non-violente, le besoin de se connaître et de créer des groupes affinitaires, tout cela nécessite du temps. Enfin, chacun-e aura trouvé sa place dans

les actions elles-mêmes : premières-lignes, « peintres », cadreur-euses, communicant-e-s, médecins, avocat-e-s, animateur-rices de slogans, distributeur-rices de tracts etc. Une mosaïque de profils, d'âges et d'expériences. Voici notre force !

Finalement, à Pau, nous avons montré qu'avec détermination et à visage découvert, nous pouvons gagner. « Victoire », ce mot, nous l'entendrons sans doute de plus en plus souvent. Car ce n'est pas fini... ça ne fait que commencer.

TOUT SE TIENT : LE CLIMAT, LES TRAITÉS DE LIBRE ÉCHANGE, LE NUCLÉAIRE, LES GRANDS PROJETS INUTILES, LA RES- PONSABILITÉ DES MULTINATION- NALES, L'ÉVASION FISCALE

Sur tous ces sujets, l'actualité de 2016 a été chaude, comme la température de la planète ! Ils montrent comment le dérèglement climatique s'ajoute à des enjeux sociaux et environnementaux déjà majeurs en eux-mêmes.

Les traités de libre-échange en négociation (TAFTA avec les Etats Unis, CETA avec le Canada) créent de grands risques en termes de santé, de qualité et de viabilité de la production agricole (thèmes sur lesquels les Amis de la Terre sont spécialement investis), d'acquis sociaux. Ils sont aussi négociés avec une place minimaliste pour les engagements climatiques et la transition énergétique vers les renouvelables, ouvrant la porte aux importations d'équipements énergivores, aux importations de gaz.

Le nucléaire, c'est l'échappatoire privilégiée pour celles et ceux qui fuient une vraie transition énergétique. Cette année, c'est l'opposition à Cigéo, le site de stockage en préparation dans la Marne, qui a focalisé l'attention, sans faire oublier que l'ensemble de l'industrie nucléaire est à un tournant, y compris économique, avec des perspectives de prolongation très risquées qui n'empêchent pas une facture énorme à attendre pour le rafistolage reconnu inévitable dans cette perspective. Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (NDDL), c'est la possibilité d'un désastre écologique, mais c'est aussi un non-sens climatique. Grâce aux Amis de la Terre, NDDL s'est invité à la conférence environnementale en avril, alors que le gouvernement ne voulait pas en entendre parler.

La responsabilité des multinationales pour l'ensemble de leur chaîne de production dans le monde, c'est un projet de loi qui est poussé par les Amis de la Terre depuis longtemps, avec une somme d'enjeux sociaux, environnementaux, climatiques énorme.

Enfin, l'évasion fiscale reste un enjeu majeur en 2016. Des sommes colossales se trouvent toujours dans les paradis fiscaux, comme l'a montré le scandale des « Panama Papers » en 2015 alors que la liste noire des paradis fiscaux était officiellement réduite à un petit nombre de pays. Ces sommes manquent cruellement pour répondre aux besoins sociaux, et aussi pour assurer la transition énergétique. Avec ses partenaires ANV COP21, Attac France, Bizi! et Solidaires Finances Publiques, les Amis de la Terre ont organisé 40 actions de réquisition de chaises en 2015, notamment dans des agences de BNP Paribas (qui fait la course en tête dans les paradis fiscaux). Ces chaises ont été remises à la justice en février 2016. Les plaintes déposées par BNP Paribas ont abouti aux procès de faucheurs de chaises de Bizi! et des Amis de la Terre début 2017 : une nouvelle occasion de mettre le projecteur sur la contribution des banques à la fuite des capitaux et au détournement climatique.

EN DIRECT DE NOS CAMPAGNES

Faire campagne, c'est quoi ? La question nous est souvent posée... Produire de l'expertise ? Du plaidoyer auprès des décideurs ? De la coopération inter-organisations ? Du soutien auprès des collectifs en lutte ? De la valorisation d'initiatives inspirantes ? Des publications chiffrées et documentées ? Des actions et mobilisations non-violentes ? La réponse est, bien sûr, une fine articulation entre tous ces éléments.

Avant de nous lancer, nous essayons de comprendre le contexte, les acteurs en présence et les rapports de force existants. Puis, nous nous concentrons sur un premier objectif jusqu'à ce qu'il soit atteint avant de passer à un autre : la décomposition d'un enjeu complexe en une succession de victoires d'étapes atteignables est une stratégie très efficace pour s'attaquer à la racine des problèmes !



PUBLICATIONS 2016

Décembre 2016 :

- La Baleine 186 : rendons visible l'invisible!
- Rapport : les dessous du recyclage : 10 ans de suivi de la filière des déchets électriques et électroniques en France.
- Rapport : creuser et forer, pour quoi faire ? Réalités et fausses vérités du renouveau extractif en France.
- Devoir de vigilance des multinationales : un pas de plus vers l'adoption définitive de la loi.

Novembre 2016 :

- Alternativement-vous ! Un nouveau programme des Amis de la Terre pour lutter contre la précarité énergétique.
- Dakota Pipeline : Les banques françaises complices de violations des droits humains.
- Charbon : un an après l'Accord de Paris, les banques internationales toujours à la peine.
- Les Amis de la Terre partenaires du film Trashed, la Terre n'est pas une poubelle.
- TTIP Game Over : des centaines d'activistes ripostent à Bruxelles contre les traités de libre-échange !
- Climate Finance Day : l'heure pour BNP Paribas de tenir (enfin) ses promesses.
- Victoire de la mobilisation : Engie va fermer sa centrale à charbon Hazelwood.

Octobre 2016 :

- Crédit Agricole et Société Générale annoncent enfin l'arrêt de leurs financements de projets aux centrales à charbon.
- ACTION Des ouvriers anticipent les effets du CETA et entament la démolition des ministères de l'Environnement et de l'Agriculture.
- La garantie à 10 ans : une mesure nationale à prendre d'urgence et à porter au niveau européen !
- Infographie : Face à l'impunité des multinationales, l'Europe avance.

Septembre 2016

- La Baleine 185 : garantie 10 ans, exigeons des produits durables et réparables.
- Pétition « Garantie 10 ans, maintenant ! »
- 30 kangourous envahissent le siège d'Engie à Paris
- Pétition : Dites STOP à l'impunité des multinationales !
- Sauvons les mers et les océans des déchets plastiques !
- Charbon : les banques françaises divisées un an après la COP21
- 2 milliards pour brûler des déchets, NON !

Août 2016

- « Fin » du TAFTA : la France ne convainc pas
- Camp Climat - Espère 2016 : 300 personnes formées pour les prochaines mobilisations climat
- Charbon : l'Accord de Paris partira-t-il en fumée grâce au Crédit Agricole et à Société Générale ?

Juillet 2016

- Loi biodiversité : des avancées inachevées pour la biodiversité agricole.
- Victoire : le projet charbon de Plomin C définitivement abandonné !
- Proposition de Loi Cigeo : les députés enterrent le problème.
- Les fuites sur le volet énergétique des négociations du TAFTA confirment les craintes de la société civile
- Société Générale doit blacklister EPH qui entend racheter les actifs charbon d'Edf et de Vattenfall.
- La suède rompt avec l'accord de Paris sur le climat en acceptant de vendre ses participations dans le charbon
- Équipements électriques et électroniques : vente en hausse, durée de vie en baisse

Juin 2016

- La Baleine 184 : Lutter contre l'impunité des multinationales : entre patience et courage.
- Premier procès d'un faucheur de chaises !

- Victoire ! Fermeture définitive des unités charbon de la centrale d'Engie, Vado Ligure.
- Jeu set et match contre BNP Paribas !
- 40 militant-e-s pour la justice climatique occupent le Centre d'Affaires de BNP Paribas.
- CETA, le cheval de Troie du TAFTA : des mobilisations dans toute la France du 4 au 25 juin.

Mai 2016

- Un « DIE IN GEANT » devant la Cité du Vin pour dire NON aux pesticides.
- AG BNP Paribas : le climat n'est pas un jeu !
- Huit Parlements européens soutiennent un devoir de vigilance pour les entreprises européennes.
- Indonésie : le test climatique du Crédit Agricole et de la Société Générale.
- CETA : le manège juridique de la France.
- Parlementaires, enterrez la loi Cigeo, pas les déchets nucléaires !
- Nouveaux OGM : sept organisations de la société civile et paysanne s'inquiètent du flou gouvernemental.
- Charbon : EDF complice de graves violations des droits de l'homme en Colombie.
- Gaz de couche : les forages en Lorraine ont commencé.
- TAFTA : une attaque frontale contre les normes de sécurité alimentaire et l'agriculture européennes.
- Hazelwood, le secret d'Engie.

Avril 2016

- On vous fait découvrir en BD l'empreinte écologique de votre compte en banque.
- Rapport TAFTA : Agriculture européenne, la grande braderie.
- Notre-Dame-des-Landes s'invite à la Conférence Environnementale.
- La signature de l'Accord de Paris, quelle cohérence pour la France en 2016 ?
- 300 militants du mouvement pour le climat perturbent le Sommet International du Pétrole à Paris.
- Les pièces détachées, on y est attachés !
- Nouveaux OGM : 7 associations de la société civile claquent la porte du Haut Conseil des Biotechnologies.
- Pari réussi : blocage du sommet de Pau par les militants climat.

Mars 2016

- La Baleine 183 : entre le nucléaire et la bougie, il y a l'intelligence.
- En action : tou-te-s à Pau du 2 au 7 avril pour bloquer les fossoyeurs du climat !
- Le combat de Berta Cáceres contre l'impunité des multinationales
- Business as usual au Fonds Vert qui accrédite le Crédit Agricole
- La Commission n'arrive pas à faire avaler le glyphosate aux européens !
- Pas de cadeaux pour les producteurs de déchets radioactifs
- Après la COP21, quid du charbon d'Engie et d'EDF ?

Février 2016

- Monsieur Macron, Madame Royal : la réforme du Code minier ne peut plus attendre
- Affichage de la disponibilité des pièces détachées : carton rouge pour les distributeurs
- TAFTA, les droits des investisseurs étrangers privilégiés aux droits des citoyens ?
- L'agrobusiness nous gave et nous empoisonne !
- Charbon : les plus et les moins des engagements 2015 des banques françaises !
- Procès Cahuzac : des centaines de citoyens remettent 196 chaises à la justice
- Éboulement à Bure et coûts de Cigeo : Ségolène Royal interpellée

Janvier 2016

- Pour que le lobby des afficheurs ne dicte pas sa loi !
- Exploitation d'hydrocarbures : les déclarations politiques doivent être suivies d'effet

Le Sommet de Pau

Difficile de décrire les émotions que nous avons pu vivre à Pau lors du MCEED, Sommet de l'exploration pétrolière offshore. Les chiffres parlent d'eux mêmes : 1 000 activistes mobilisé-e-s, presque 10 actions non-violentes menées en 3 jours, un objectif atteint : perturber le Sommet ! 6 jours historiques pour la mobilisation en faveur de la justice climatique !

[PLAIDOYER]

3 mars

Ségolène Royal a fixé par arrêté le coût de Cigéo à 25 milliards d'euros. Un « cadeau » pour une filiale nucléaire en déroute que nous avons attaqué devant le Conseil d'État !

[PLAIDOYER]

9 mars

Alors qu'il a été reconnu « cancérigène probable » par l'OMS, la Commission européenne a voulu nous faire avaler le glyphosate pour au moins 15 ans. Face à la levée de boucliers, elle a finalement dû renoncer.

[HOMMAGE]

4 mars

Le meurtre de Berta Cáceres, militante hondurienne des droits humains et de l'environnement, montre une fois de plus la nécessité de combattre l'impunité des multinationales. Un vibrant hommage de toute la communauté internationale lui a été rendu.

[PUBLICATION]

8 janvier

À la promotion de l'atome comme énergie décarbonée, nous avons démontré que le nucléaire est une fausse solution pour le climat.

[PLAIDOYER]

14 janvier

Interrogée à l'Assemblée nationale, Ségolène Royal a annoncé que la France n'accorderait plus de permis de recherche d'hydrocarbures conventionnels. Pourtant, le flou législatif et la non remise en cause des 54 permis existants nous ont fait monter au créneau.

[PLAIDOYER]

13 mai

Alors que la Commission européenne sollicitait la position des États sur les nouveaux OGM, le gouvernement français affichait des positions contradictoires. Les nouvelles techniques de modification génétique produisent-elles ou non des OGM qui doivent être réglementés comme tels ? La question est posée.

JANV.

FÉV.

MARS

AVRIL

MAI

JUIN

[ACTION]

26 février

Depuis 1 an, les magasins ont l'obligation d'afficher la durée de disponibilité des pièces détachées pour tous les équipements électriques et électroniques. Nos « brigades de contrôle » ont eu envie d'aller vérifier ... et ont dû bien souvent distribuer des cartons rouges !



[VICTOIRE - ACTION]

5 au 7 avril

À Pau, des centaines d'activistes sont parvenus à perturber le Sommet de l'exploration pétrolière offshore. La résistance qui s'est menée marque une nouvelle étape du mouvement pour la justice climatique, qui n'a pas perdu son souffle après la COP21.

[PLAIDOYER]

13 avril

Après avoir tenté de porter la voix de la société civile au sein du Haut Conseil des Biotechnologies, nous avons compris que tout avis contradictoire aux intérêts de l'industrie des OGM serait ici méprisé. Nous avons claqué la porte.

[ACTION]

25 avril

Face au refus du gouvernement d'ouvrir le débat sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes lors de la Conférence Environnementale, nous avons décidé de laisser nos sièges à des collectifs citoyens impliqués dans la lutte et de retransmettre en direct les tables-rondes qui devaient se tenir à huis clos.



[ACTIONS]

3 et 4 juin

Comme nous l'avions annoncé à BNP Paribas, nous avons engagé le match « Climat vs Profits ». Nous avons touché deux lieux symboliques : son Centre d'Affaires, là où elle spéculé contre la planète et Roland Garros, là où elle soigne son image de marque et sa réputation.

[VICTOIRE]

7 juin

La fermeture définitive de Vado Ligure en Italie est le résultat d'une intense mobilisation citoyenne à laquelle nous avons participé activement. C'est une victoire de plus pour le climat, une centrale de moins pour ENGIE.

[ACTION]

4 au 25 juin

Face à la propagande forcenée des promoteurs du CETA, la tournée nationale d'un immense cheval de Troie dans une douzaine de villes en France a permis d'en dénoncer tous les dangers.



Camp Climat

Le Camp Climat Espère 2016 a permis à plus de 300 militant-e-s d'apprendre à organiser ou participer à une action non-violente ; à maîtriser le montage de stratégies gagnantes ; à tester les bonnes pratiques d'animation de groupes et même à tenir une caméra ! Ainsi formé-e-s, nous amplifierons ce mouvement social pour la justice climatique !

[PLAIDOYER]

12 juillet

La proposition de loi pour le centre d'enfouissement des déchets radioactifs Cigéo a été adoptée par les députés lundi 11 juillet. Nous avons dénoncé le passage en force d'un projet extrêmement dangereux et le déni de démocratie.

[VICTOIRE]

12 juillet

Le projet de centrale à charbon de Plomin C a été abandonné en Croatie ! La pression que nous avons exercée sur le Crédit Agricole, principal financeur, a permis de mettre le projet au tapis.

[PLAIDOYER]

12 septembre

Imaginez les millions d'injustices que nous pourrions éviter si seulement les multinationales étaient tenues légalement responsables des violations aux droits humains qu'elles commettent... C'est en ce sens que nous avons interpellé l'opinion publique et recueilli 90 000 soutiens ! Nous avons ainsi obtenu que la France et l'UE participent aux négociations à l'ONU pour créer un traité contraignant.

[PLAIDOYER]

20 septembre

Ils sont 40 millions d'équipements électriques et électroniques à nous faire le coup de la panne chaque année... Pour exiger des produits durables et réparables, nous avons lancé la campagne « Garantie 10 ans - maintenant ! ».

[FESTIVITÉS]

24 septembre

Une formidable vague a déferlé sur toute la France pour la 3^{ème} édition de la Journée de la transition citoyenne avec 330 événements et plus de 70 000 participant-e-s !



[VICTOIRE]

3 novembre

ENGIE a annoncé fermer sa centrale australienne, Hazelwood ! Une vraie belle victoire de la mobilisation en France comme en Australie, qui par l'humour, l'audace et l'expertise a réussi à faire plier la multinationale.

[ACTION]

9 novembre

À Bruxelles, plus de 500 activistes ont, pendant 3 jours de mobilisations intenses, exprimé avec originalité leur refus des traités de libre-échange TAFTA et CETA, menaces pour nos démocraties, nos protections sociales et notre environnement !

[VICTOIRE]

30 novembre

La proposition de loi sur le devoir de vigilance des multinationales a été adoptée en 3^{ème} lecture par l'Assemblée nationale après 4 ans de combat sans relâche des associations et des syndicats. Respect des droits humains et de l'environnement, les multinationales devront dorénavant rendre des comptes !

JUILLET

AOÛT

SEPT.

OCT.

NOV.

DÉC.

[FESTIVITÉS]

5 au 15 août

Impressionnante mobilisation pour le Camp Climat Espère 2016 qui a réuni plus de 300 personnes. Dix jours de formations, d'ateliers, de réflexions stratégiques et de pratique des alternatives qui ont su remplir un objectif clair : renforcer le mouvement pour la justice climatique.



[ACTION]

14 octobre

Les ministères de l'Environnement et de l'Agriculture ont été symboliquement démolis par une 30^{aine} de militant-e-s. À quoi serviront-ils si la France vote le CETA ?

[VICTOIRE]

27 octobre

La Société Générale et le Crédit Agricole ont annoncé ne plus vouloir financer de nouveaux projets de centrales à charbon. Bien, si ce n'est que c'est à travers des financements et services aux entreprises que les banques soutiennent l'industrie du charbon.

[PUBLICATIONS]

6 décembre

D'un côté, les déchets électroniques s'accumulent et les efforts pour recycler les métaux qu'ils contiennent restent modestes. De l'autre, nos politiques rêvent d'un nouveau minier en France en vue d'assurer notre approvisionnement en minerais « stratégiques ». Nous avons publié coup sur coup deux rapports qui soulignent l'absurdité de cette trajectoire.

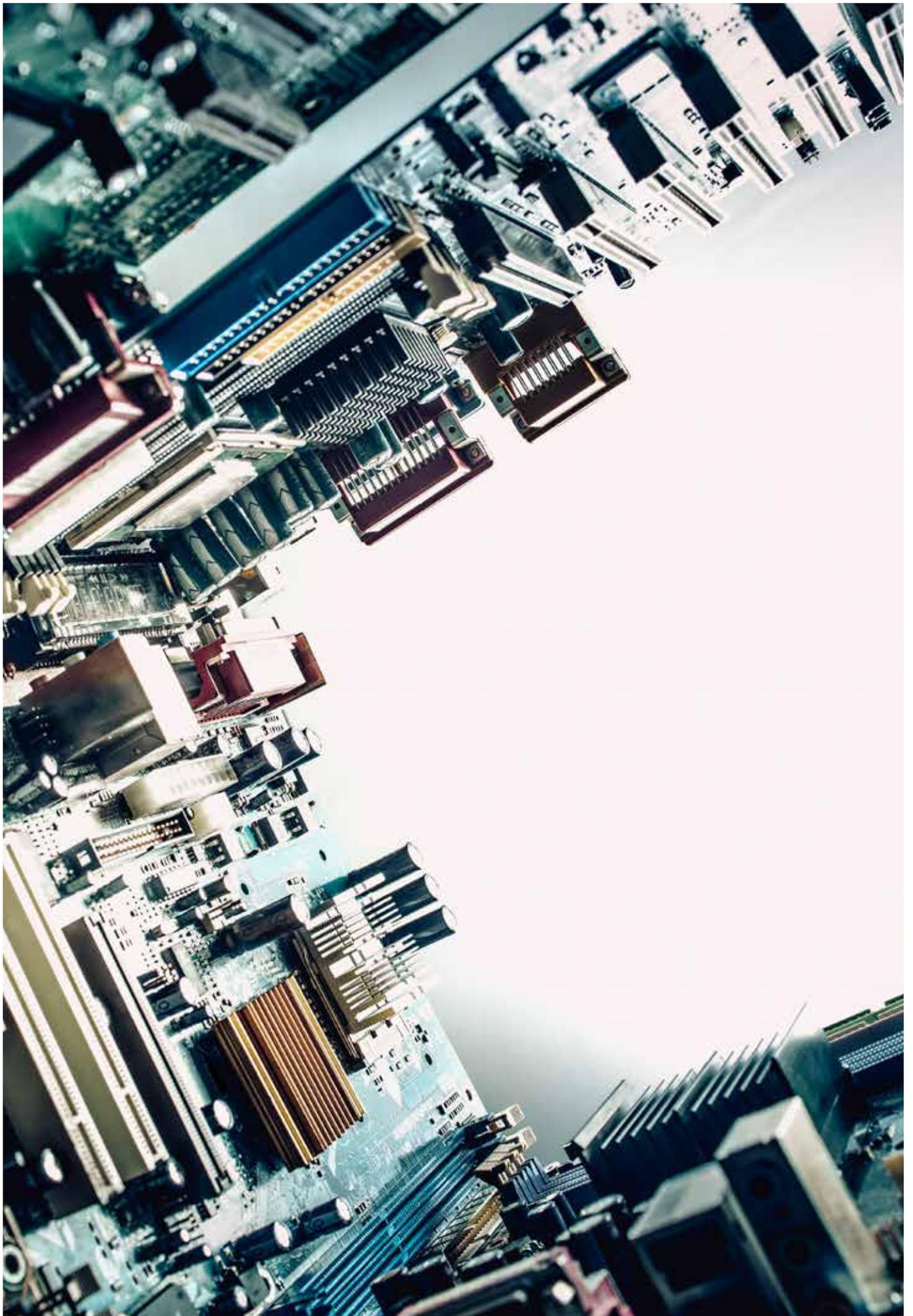
[ACTIONS]

10 décembre

Énorme succès des « faucheurs de chaises » ! Plus de mille personnes se sont mobilisées... Elles ont investi diverses agences bancaires pour y installer une radio pirate, une crèche, une cantine bio etc... et ainsi montrer que l'argent de la transition écologique et sociale existe et qu'il est dans les paradis fiscaux !

Deux « faucheurs de chaises » sur le banc des accusés.

C'est au motif de « vol en réunion » de 14 chaises dans une agence BNP Paribas, et pour une action similaire à Nancy, que Jon Palais et Florent Compain encourent une peine de cinq ans de prison et de 75 000 euros d'amende ! Parce que nous ne nous asseyons pas sur nos principes et que nous demandons que les banques en fassent autant, nous dénonçons, à ces occasions, l'impunité de la BNP Paribas pour son évasion fiscale et ses crimes climatiques.



GARANTIR DES PRODUITS POUR LA VIE

RÉDUIRE LES DÉCHETS PAR L'ALLONGEMENT DE LA DURÉE DE VIE DES PRODUITS

En application des lois Consommation et Transition Énergétique pour une Croissance Verte, quelques avancées pouvaient être attendues pour 2015 : l'obsolescence programmée est devenue un délit ; une information est devenue obligatoire sur la durée de disponibilité des pièces détachées. Dès lors, les Amis de la Terre France et leurs partenaires devaient d'une part suivre la mise en œuvre, et d'autre part aller plus loin que ces premières mesures, bien trop modestes.

L'information du consommateur, notamment sur la disponibilité des pièces détachées est un levier pour allonger la durée de vie des produits. Toutefois, nous sommes loin d'une vraie information : selon le décret d'application, un fabricant ne fournissant aucune pièce détachée n'a pas l'obligation d'informer sur l'indisponibilité de ces pièces. Le décret dans ses dispositions envisage seulement de favoriser les bonnes pratiques. C'est un véritable encouragement aux produits non réparables. Le bilan officiel qui a été réalisé, ainsi que les enquêtes faites avec 60 Millions de consommateurs, ont montré les carences de ce dispositif. Une pression répétée a donc été exercée sur la Secrétaire d'Etat à la consommation pour demander la modification du décret. Des actions de dénonciation ont été organisées par les groupes locaux des Amis de la Terre (Paris, Dijon, Nantes) qui ont conduit les distributeurs locaux à afficher clairement la disponibilité des pièces détachées. En fin d'année, les Amis de la Terre France, Halte à l'Obsolescence Programmée, UFC-Que choisir, France Nature Environnement, Zero Waste France demandent à nouveau à Martine Pinville de modifier le décret. L'UFC-Que choisir et Halte à l'Obsolescence Programmée ont même saisi le Conseil d'Etat sur le sujet.

Des avancées législatives très soutenues par les Amis de la Terre ont permis d'étendre la durée légale de garantie de nos produits passant de 6 à 24 mois.

La garantie légale maintenant portée à 2 ans reste à confirmer dans les pratiques : en mars, un questionnaire sur la mise en œuvre des garanties a été envoyé à 47 distributeurs et fabricants pour voir leurs pratiques en matière de réparation. Nous avons eu des retours de ces derniers, mais quasiment aucun de la part des distributeurs, malgré plusieurs relances.

Il faut aller plus loin. Les Amis de la Terre France confirment leur objectif phare : la garantie à 10 ans. Cette idée fait son chemin, puisqu'une mission interministérielle travaille sur l'extension de la garantie légale

de 2 à 5 ans, voire 10 ans pour certaines catégories de produits. Les Amis de la Terre France ont bien sûr été interrogés.

Nous avons surtout lancé en septembre, avec 12 organisations de l'économie sociale et solidaire, collaborative, de défense des consommateurs et de protection de l'environnement, une campagne pour une extension de la durée de garantie de 2 à 10 ans afin de réduire l'impact environnemental et social de nos consommations.

NE PAS LÂCHER LE SUJET AU NIVEAU EUROPÉEN

Le « paquet Economie Circulaire », que la Commission européenne avait failli faire passer à la trappe en 2014, est toujours en préparation. C'est un vecteur important, notamment dans l'attente d'une nouvelle opportunité française pour faire avancer ce sujet.

Les Amis de la Terre France sont intervenus à la table ronde de la Commission des Affaires européennes en amont du rapport d'information sur le Paquet Economie circulaire. Ils ont poussé les instances françaises, à l'occasion des contacts permis par la campagne pour la garantie à 10 ans, à adopter une position plus progressiste.

LIMITER L'EXTRACTION MINIÈRE PAR UN RECYCLAGE PLUS EFFICACE DES DÉCHETS ÉLECTRONIQUES

Dans cette campagne, tout se tient : du système de production au traitement des déchets. En décembre, les Amis de la Terre France ont publié « *Les dessous du recyclage, 10 ans de suivi de la filière des déchets électroniques en France.* »

Ce rapport montre comment réaliser deux choses : allonger la durée d'utilisation des biens en étendant la durée de garantie légale ; et stopper le renouveau des mines tout en luttant contre l'exportation illégale des déchets, grâce à une politique nationale de recyclage ambitieuse.

GARANTIE À 10 ANS, MAINTENANT !

Le samedi 24 Septembre, 8 militants (dont un réparateur professionnel) du groupe des Amis de la Terre Dijon étaient à Emmaüs Norges La Ville (à quelques kilomètres au nord de Dijon) afin de faire signer une pétition en faveur de la garantie à 10 ans. Dans ce haut lieu de l'insertion sociale et de la récupération des biens de seconde main, ils ont été très bien accueillis par les clients conscients, pour la plupart, que notre système actuel qui promeut le tout jetable n'est plus tenable.

Sous un soleil radieux, ils ont obtenu 169 signatures. Les débats ont souvent été passionnants et passionnés. Les encouragements nombreux. Cet après-midi a donc été une réussite.

Un grand merci à toute l'équipe Emmaüs et particulièrement à la directrice qui a permis cette action.

CHIFFRES CLEFS

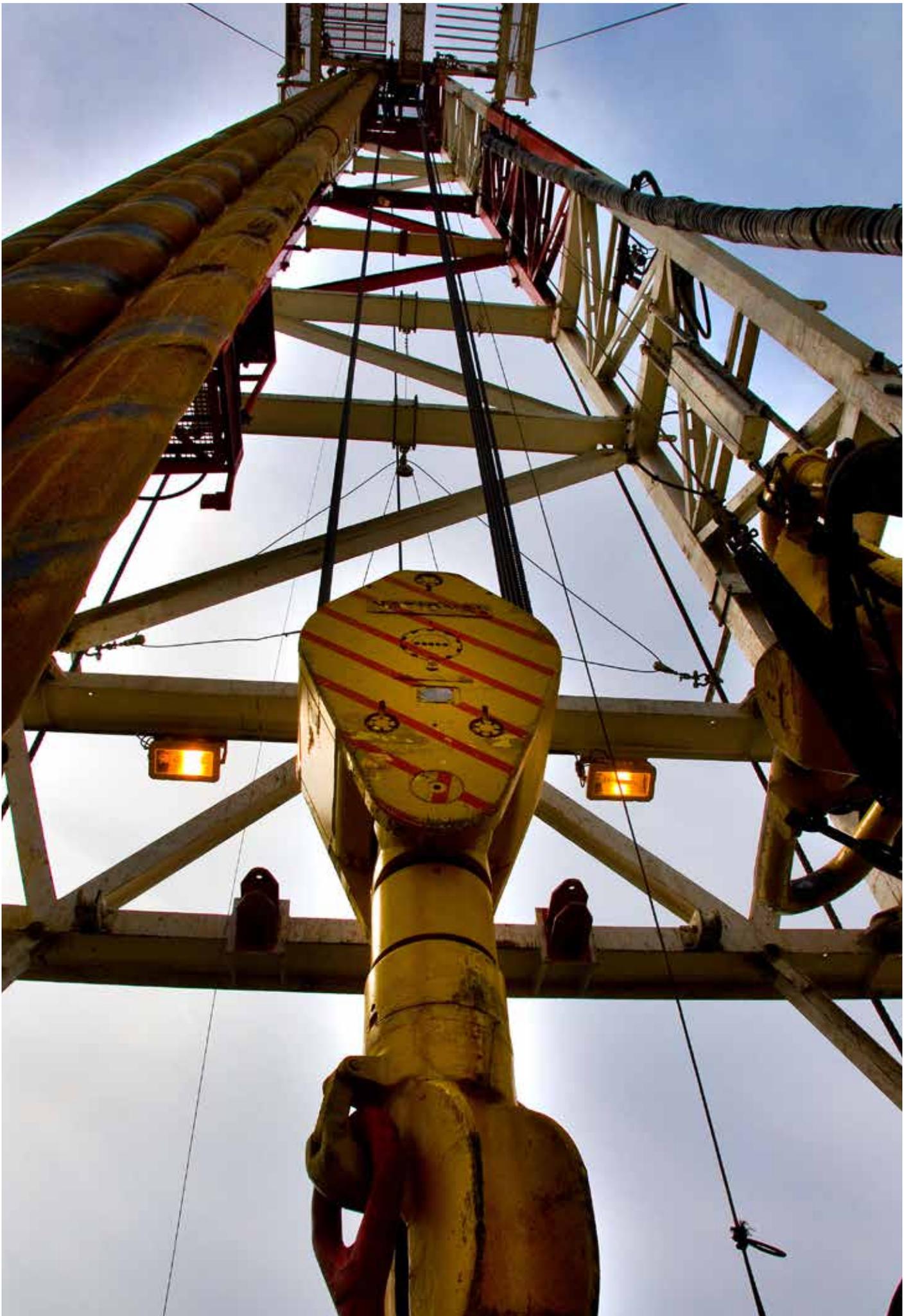
6 000, c'est le nombre d'abonnés à la lettre d'information « Produits pour la vie ».

138 000, c'est le nombre de vues de la vidéo de la campagne Garantie à 10 ans sur facebook.

10 000, c'est le nombre de signatures de la pétition « Garantie à 10 ans, maintenant ! »

105 millions, c'est le nombre de consommateurs-trices dans des pays d'Europe bénéficiant d'une garantie supérieure à 2 ans.

40 millions, c'est le nombre de biens qui tombent en panne chaque année.



COMBATTRE L'AVANCÉE DE L'EXTRACTIVISME

Après la COP21 en 2015, 2016 a été consacrée à la mise en avant des implications concrètes de l'Accord de Paris. Ainsi, maintenir le réchauffement climatique à 1,5°C signifie que plus aucun nouvel investissement ne peut être réalisé dans des projets d'énergies fossiles et que certains investissements actuels doivent être abandonnés.

Laisser les énergies fossiles dans le sol n'est cependant pas une mince affaire, car cela implique un réel changement de mentalité et de paradigme : tourner le dos à l'extractivisme, au centre des crises écologique, climatique, sociale et économique actuelles.

LE MYTHE DU GAZ « PROPRE »

Suite aux avancées obtenues dans le secteur du charbon, nous veillons à ce que ces investissements ne se reportent pas sur une autre énergie fossile, tout aussi sale : le gaz. Malgré les importantes fuites de méthane associées à son extraction, transport et stockage, qui font de cet hydrocarbure un ennemi du climat, le gaz est présenté par les industriels comme une énergie « propre », « de transition ». Une communication et un lobbying qui portent leurs fruits puisque les projets gaziers se multiplient en Europe : terminaux méthaniers, comme celui de Dunkerque contre lequel Les Amis de la Terre Dunkerque sont mobilisés, gazoducs etc. Ces infrastructures pourraient nous enfermer dans une impasse, nous condamnant à dépendre du gaz pendant encore plusieurs décennies. Et c'est par ces terminaux méthaniers que nous arriveront bientôt des cargaisons de gaz de schiste des Etats-Unis. En septembre, nous avons donc participé avec nos partenaires européens à un séminaire à Bruxelles afin de construire des stratégies de riposte de la société civile.

FRANCE : ENQUÊTE SUR LE RENOUVEAU EXTRACTIF ET RÉFORME DU CODE MINIER

Au niveau français, nous avons mené un travail fourni d'investigation qui a abouti à la publication du rapport « *Creuser et forer, pour quoi faire ? Réalités et fausses vérités du nouveau extractif en France* ». Il révèle que la question extractive est loin d'être enterrée en France et que notre territoire est quadrillé de permis : tout est prêt pour une relance minière et pétrolière, lorsque le contexte économique et politique sera de nouveau favorable, dans un futur peut-être proche. Le rapport démonte un à un les faux arguments martelés pour promouvoir cette relance et obtenir l'acceptabilité sociale de ces projets.

Ce rapport a nourri notre plaidoyer, alors que la réforme du code minier, annoncée depuis plus de cinq ans, a enfin été débattue à l'Assemblée nationale suite au dépôt d'une proposition de loi socialiste en novembre. Les Amis de la Terre France ont été auditionnés par la Commission du Développement durable, et actifs au moment de l'examen du texte en janvier 2017. Si plusieurs de nos propositions ont été reprises dans des amendements, peu ont été adoptés. Cette réforme nous laisse donc un goût amer de par son contenu, mais surtout parce qu'elle est arrivée trop tard et restera lettre morte : après son adoption à l'Assemblée nationale, elle n'a pas été examinée par le Sénat ; il reviendra aux parlementaires de la prochaine législature, ou au prochain gouvernement, de déposer un nouveau texte.

CLIMAT : LA MOBILISATION CITOYENNE DE FAIBLIT PAS

Du 5 au 7 avril, à Pau, dans le Sud de la France, des centaines d'activistes ont sérieusement perturbé le sommet du MCEDD, hébergé par Total, qui réunissait de grandes entreprises pétrolières et gazières (Shell, Total, BP,...). Mobilisation en réponse à l'Accord de Paris signé en décembre 2015, la résistance qui s'est menée à Pau marque une nouvelle étape du mouvement global pour la justice climatique, qui n'a pas perdu son souffle après la COP21.

Des rassemblements citoyens (die in, chaîne humaine, concert) ont réuni largement plus d'un millier de personnes au cours des 3 jours. Le 7 avril, les militants sont parvenus à bloquer les entrées du sommet et à organiser un die-in géant devant le Palais Beaumont, fief de Total, où les multinationales pétrolières et gazières, ainsi que les entreprises spécialisées dans les forages en mer, avaient rendez-vous pour faire en sorte que l'exploration et l'exploitation offshore restent « compétitives ».

Les militants répondaient à l'appel lancé par 350.org, Action Non-Violente COP21, Alternatiba, les Amis de la Terre France, Attac France, Bizi !, Chrétiens Unis pour la Terre, Emmaüs Lescar-Pau, Friends of the Earth International, Nation Océan et Surfrider Foundation Europe.

Objectif : dénoncer la véritable provocation consistant à organiser un tel sommet, cherchant à repousser toujours plus loin et toujours plus profond la frontière des combustibles fossiles, moins de 4 mois après la COP21, sans aucune référence à l'impératif climatique et à l'Accord de Paris. Le fossé reste énorme entre les engagements pris par les États et l'impunité intacte de l'industrie fossile.

CHIFFRES CLEFS

Plus de 1000 personnes ont participé aux actions contre le sommet pétrolier à Pau.

360 pages d'amendements discutés lors de la réforme du code minier.

55 permis d'exploration d'hydrocarbures en cours de validité et 132 demandes en attente en France.



DÉSINTOXIQUER UN PEU PLUS LES BANQUES DE LEUR ADDICTION AU CHARBON...

Rappelons-nous, en 2015, nous avons poussé les banques françaises, parmi lesquelles BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale, à adopter des politiques d'exclusion du secteur du charbon qui abordent à la fois leurs financements aux projets et ceux aux entreprises actives dans cette industrie.

C'était un premier pas substantiel comparé aux autres grandes banques internationales, mais ridicule comparé à l'urgence climatique d'en finir avec toutes les énergies fossiles. Un exemple, si les banques françaises s'étaient engagées à ne plus financer de mines de charbon dans le monde entier, elles n'avaient arrêté de financer des centrales à charbon que dans les pays riches, où les nouveaux projets sont rares.

En 2016, il nous fallait donc sécuriser les acquis de 2015 et pousser pour l'adoption de critères d'exclusion du charbon encore plus stricts, le tout dans un contexte où, la COP21 derrière nous, le climat n'était plus au cœur de l'actualité. Et il y avait à faire.

BLOQUER LES DERNIERS PROJETS CHARBON

Dès janvier 2016, nous apprenions l'implication de Société Générale et Crédit Agricole dans un projet de nouvelle centrale à charbon en Indonésie, Tanjung Jati B 2. Et deux autres projets avec une banque française derrière feront leur apparition les mois qui suivent. Il nous fallait donc faire campagne pour s'assurer de leur retrait de ces projets et garantir que cela ne se reproduise pas. Après la publication de plusieurs notes de presse, de la venue d'un représentant indonésien et d'un lâcher de banderole désobéissant du premier étage de la Tour Eiffel, le tout accompagné d'un plaidoyer sans relâche en direction des banques françaises, toutes se sont engagées à ne plus financer de nouvelles centrales à charbon nulle part et Crédit Agricole et Société Générale ne financeront ni Tanjung Jati B 2 ni Cirebon 2.

BNP Paribas suivant un peu après avec une annonce similaire, les grandes banques françaises se sont toutes engagées à ne plus financer de nouveaux projets au monde !

TRAQUER LE CHARBON CACHE DES BANQUES

Mais il nous fallait aussi travailler à la partie cachée des soutiens des banques au charbon : leurs financements et services financiers aux

entreprises actives dans cette industrie. La pression maintenue toute l'année sur BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, mais aussi sur Natixis, a permis de pousser les banques françaises à s'engager à ne pas aider les entreprises à acheter et vendre leurs centrales - engagement précieux alors que les électriciens européens, dont Engie et Edf, s'empressent de décarbonner leur portefeuille en vendant leurs centrales à charbon au lieu de les fermer. Nous avons aussi contribué à ce qu'il devienne plus difficile pour les entreprises non disposées à transformer leurs activités de manière à sortir du charbon d'obtenir les soutiens des banques françaises.

ATTAQUER LES AUTRES FOSSILES EN SOLIDARITÉ AVEC LES POPULATIONS IMPACTÉES

2016 a aussi été l'année pendant laquelle le scandale du Dakota Access Pipeline a éclaté. L'intégralité des grandes banques françaises sont impliquées dans le financement de ce projet d'oléoduc incompatible avec les objectifs climatiques adoptés par la communauté internationale et reconnus par les banques en 2015, mais surtout très controversé en raison des violations des droits des Amériindiens de Standing Rock et de la violente répression de leur contestation. Les Amis de la Terre France étaient dès 2016 aux côtés des centaines autres organisations pour apporter leur soutien aux Sioux de Standing Rock, et plus particulièrement pour pousser les banques à suspendre leur soutien au projet tant que la situation locale n'est pas résolue.

FAIRE IRRUPTION ET FRAPPER FORT

Vendredi 3 juin 2016, une quarantaine de militants des Amis de la Terre France, Nuit debout et ANV COP21 s'introduisent dans un centre des affaires de BNP Paribas situé en plein cœur de Paris. Notre objectif ? Occuper ce lieu stratégique afin de dénoncer le rôle de la banque dans les changements climatiques et exiger l'arrêt de ses soutiens au développement de nouvelles centrales à charbon. 3 heures plus tard, la direction RSE appelle pour prendre connaissance de nos demandes et c'est derrière les caméras que la direction de la banque organise une réunion de négociation avec l'une d'entre nous afin de nous convaincre de quitter les lieux. Mais BNP Paribas refusant de répondre à nos demandes, et malgré la présence intimidante d'un huissier de justice et la menace de poursuites pouvant coûter 4 ans de prison et des dizaines de milliers d'euros d'amende à chaque participant, nous décidons de rester jusqu'à l'expulsion par les forces de l'ordre qui campent en face du bâtiment. Car nous, contrairement à BNP Paribas, nous tenons notre promesse de tout faire pour que nous ne dépassions par un réchauffement de 1,5°C. Quelques mois plus tard, BNP Paribas s'est engagée à ne plus financer de nouvelles centrales à charbon et a doublé le nombre d'entreprises du charbon exclues de ses futurs soutiens. On y retourne ? ou on continue ?

CHIFFRES CLEFS

0, le nombre de grandes banques françaises qui peuvent financer des projets charbon.

8 heures, le nombre d'heures passées à occuper un centre des affaires de BNP Paribas à Paris pour demander à la banque l'arrêt de ses financements au développement du charbon.

20 mètres, la longueur de la banderole lâchée du haut de la tour Eiffel pour dénoncer le soutien de Crédit Agricole et Société Générale. au projet de centrale à charbon de Tanjung Jati B 2 en Indonésie.



LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ DES MULTINATIONALES : UN LONG COMBAT QUI AVANCE !

L'année 2016 aura été marquée par de nombreux événements autour de la lutte contre l'impunité des multinationales. Nous avons publié un numéro spécial de notre journal, La Baleine, au mois de juin : « *Lutter contre l'impunité des multinationales : entre patience et courage* ». Du niveau français à l'ONU, en passant par le niveau européen, nous avons multiplié nos actions pour que les multinationales cessent de violer les droits humains et de détruire l'environnement, et qu'elles soient enfin tenues responsables légalement des conséquences de leurs activités en France et dans le monde. Alors qu'elles jouissent de nombreux droits au travers des accords de commerce et d'investissement, il est temps que les États leur imposent également des obligations contraignantes afin qu'elles cessent de profiter des vides législatifs et de la faiblesse des institutions de certains pays. Une tâche difficile au vu du poids des lobbies qui résistent à toute initiative contraignante et prônent comme seuls gardes-fous les normes volontaires, qui ont pourtant largement montré leur inefficacité.

INDIGNATION ET MOBILISATION SUITE À L'ASSASSINAT DE BERTA CÁCERES AU HONDURAS

Dans la nuit du 2 au 3 mars 2016, la militante hondurienne Berta Cáceres, lauréate 2015 du Prix Goldman pour l'environnement, a été assassinée chez elle, pour avoir dirigé la lutte collective du COPINH et des Lencas contre les projets de grands barrages sur le fleuve Gualcarque. Les Amis de la Terre France se sont mobilisés avec tout le réseau des Amis de la Terre International, et de nombreuses autres organisations et mouvements sociaux dans le monde entier, pour exiger que la vérité et la justice soient faites sur cet assassinat, et pour réclamer la protection de Gustavo Castro, membre des Amis de la Terre Mexique, blessé au cours de cette attaque. Le cas de Berta n'est malheureusement pas isolé : 185 militants ont été assassinés en 2015 pour avoir défendu leurs terres, rivières et forêts contre des industries destructrices.

EN FRANCE : UNE VICTOIRE LÉGISLATIVE APRÈS UN LONG PARCOURS DU COMBATTANT !

Alors que de nombreux défenseurs de l'environnement vivent sous la menace et sont victimes de criminalisation et arrestations arbitraires, ce sont les multinationales qu'il faut amener devant la justice. Nous avons donc continué nos actions en faveur de la proposition de loi française sur le devoir de vigilance des multinationales. En 2016, elle aura fait l'objet de trois nouveaux examens à l'Assemblée nationale et au Sénat. C'est finalement le 21 février 2017 que la loi sera enfin définitivement adoptée : alors que les grandes entreprises et la majorité des sénateurs ont tout fait pour que ce texte ne voie pas le jour, les quatre ans de notre plaidoyer et mobilisation avec d'autres associations et syndicats auront finalement payé !

Les sociétés-mères et entreprises donneuses d'ordres ont donc maintenant l'obligation de prévenir les violations aux droits humains et les dommages environnementaux causés par leurs activités et celles de leurs filiales, sous-traitants et fournisseurs, en France comme à l'étranger, et leur responsabilité pourra être engagée devant le juge. Cette loi est loin d'être aussi ambitieuse que nous l'aurions souhaité, mais c'est un premier pas indéniable qui pourra créer un effet d'entraînement en dehors de nos frontières.

EN EUROPE ET À L'ONU : LES GRAINES SONT PLAN-TÉES

En Europe, ce sont 8 Parlements européens qui ont rejoint l'initiative « carton vert » lancée par la députée française Danielle Auroi, pour que l'Union européenne adopte une législation similaire à la loi française. Par ailleurs, pour démentir les critiques qui arguaient que la France ne pouvait avancer seule, nous avons publié en octobre, avec nos partenaires du Forum citoyen pour la RSE, une infographie sur les initiatives européennes en cours : « Face à l'impunité des multinationales, l'Europe avance ».

Et c'est au niveau onusien que nous avons terminé notre année, en participant à la nouvelle session de négociations sur un traité international sur les multinationales et les droits humains. Avec d'autres organisations françaises et européennes, nous avons lancé au préalable une pétition pour demander à l'Union européenne et la France de participer activement et positivement à ces négociations, contrairement à leur attitude en 2015.

CHIFFRES CLEFS

3 ans, 3 mois et 15 jours, la durée du parcours législatif chaotique de la loi sur le devoir de vigilance des multinationales.
Plus de 90 000, dont près de 30 000 en France, citoyen-ne-s européen-ne-s ont signé la pétition sur le traité ONU.
185 militants ont été assassinés dans le monde en 2015 pour avoir défendu leurs terres, rivières et forêts contre des industries destructrices.



EDF ET ENGIE : COUP DE MAS- SUE POUR LE CHARBON

Comme nous le craignons, il ne suffisait pas de signer l'Accord de Paris pour le climat pour que des mesures soient prises afin de limiter l'augmentation de la température du globe en dessous de 2 °C voire 1,5 °C. EDF et ENGIE, deux entreprises sponsors de la COP21 et dont l'État est actionnaire, n'ont eu de cesse en 2015 de promouvoir une image d'exemplarité climatique, masquant en réalité la poursuite d'activités nocives pour l'environnement et les sociétés. En 2016, un nouveau bras de fer devait s'engager pour sonner le glas de leurs activités charbon.

FERMER LES CENTRALES, STOPPER LES REVENTES

En 2015, EDF comme Engie avaient annoncé, sous notre pression, mettre fin à tout nouvel investissement charbon. Une belle victoire ternie dès le début de l'année 2016 par l'annonce de la revente par les deux énergéticiens d'une partie de leur parc charbon. Ce tour de passe-passe leur permettait de « nettoyer » leur image tout en dégageant des liquidités. Pourtant, les conséquences sociales et climatiques étaient de taille : prolongement de la durée de vie des centrales et risque probable d'une précarisation des travailleurs.

En mars, les communautés affectées par la centrale à charbon italienne de Vado Ligure sont venues à Paris pour influencer les décideurs politiques et rencontrer les dirigeants d'Engie qui jusque là refusaient de les recevoir. La centrale de Vado Ligure, située au cœur de la ville, avait été fermée temporairement par décision du juge en 2013 pour avoir causé la mort de 442 personnes en raison de la pollution. Mais les communautés affectées voulaient obtenir des avancées de l'opérateur de la centrale, Tirreno Power, dont Engie était actionnaire à 100 %. La mobilisation a payé puisque Engie a annoncé en juin 2016 la fermeture définitive de la centrale et s'est engagée à ce que celle-ci ne soit pas reconvertie en incinérateur.

HAZELWOOD : DÉCROCHER L'EXEMPLE

En parallèle, nous avons soutenu la lutte des communautés affectées par la centrale à charbon d'Hazelwood en Australie. Considérée

comme l'une des centrales les plus polluantes au monde, Hazelwood a fait l'objet d'un Cash Investigation en mai, auquel nous avons participé. Suite aux révélations du documentaire, nous avons réussi à obtenir d'Isabelle Kocher, nouvelle Directrice générale d'Engie, une déclaration : l'entreprise envisageait bien deux options pour le futur d'Hazelwood, la fermeture ou la revente. De notre côté, un ultimatum était lancé : nous voulions une décision de fermeture rapide, et un dialogue constructif de l'entreprise avec les communautés et les employés. Face au manque de réponse d'Engie, une nouvelle vague d'actions en ligne et au siège d'Engie fut déclenchée en septembre. Le 3 novembre 2016, Engie annonça la fermeture définitive de la centrale d'ici avril 2017 et une compensation pour les travailleurs. La situation d'Hazelwood allait devenir l'exemple sur lequel nous pouvions nous appuyer pour empêcher Engie de vendre ses actifs charbon.

DÉMANTELER LA FILIÈRE DU CHARBON DE SANG

Faisant le lien entre les enjeux climatiques et sociaux du charbon, nous nous sommes intéressés à la filière d'approvisionnement d'EDF pour dénoncer l'ensemble de ses activités charbonnières. En mai, lors de l'Assemblée générale, nous avons organisé la venue de Maira Mendez, une activiste colombienne, fille d'un syndicaliste assassiné dans la région de Cesar en Colombie. L'enjeu ? Obtenir d'EDF la suspension de son approvisionnement charbon auprès de Prodeco/Glencore et Drummond, deux entreprises d'extraction du charbon soupçonnées de liens avec les paramilitaires responsables de violences entre 1996 et 2006. Depuis, EDF a revendu ses activités de trading de charbon à l'entreprise japonaise Jera.

QUAND LES KANGOUROUS FONT PLIER UNE MULTINA- TIONALE

En septembre 2016, Engie n'a toujours pas répondu à l'injonction des Amis de la Terre France, en soutien aux communautés affectées, de fermer la centrale d'Hazelwood qui représente près de 3 % des émissions de l'Australie. Il est temps de passer à la riposte : le groupe action parisien se mobilise. Le 13 septembre, 30 kangourous s'infiltrèrent dans le siège d'Engie à Paris. Sous les yeux des employés et des journalistes goguenards, les kangourous réalisent la chorégraphie devenue célèbre en 2015 de « Dis moi oui, Engie » sur l'air des Rita Mitsouko. Le même jour à Melbourne en Australie une cinquantaine de personnes se réunit devant les bureaux australiens de l'entreprise. Les kangourous n'en restent pas là et la mobilisation continue sur les réseaux sociaux. La vidéo d'un kangourou lançant un ultimatum à l'entreprise pour la fermeture est devenue virale jusqu'à ce que, sous la pression, l'entreprise décide de fermer sa centrale.

CHIFFRES CLEFS

30, c'est le nombre de kangourous infiltrés au siège d'Engie.

55 000 personnes déplacées entre 1996 et 2006 à cause des exactions des paramilitaires liés aux entreprises minières en Colombie.

35, c'est le nombre de centrales à charbon détenues encore par EDF et Engie.

2 659 000, c'est le nombre de téléspectateurs-trices du Cash Investigation « *Climat, le grand bluff des multinationales* ».



CETA

PERMIS DE DÉMOLIR

N° Permis : COM (2016) 444

En date du : 18 10 2016

Bénéficiaire(s) : Les Multinationales

Nature des travaux : Transfert au Ministère de l'Industrie

Surface des bâtiments à démolir : Ministère et Annexes...

Superficie du terrain : 28 Millions de Ha.

Dossier peut être consulté à la Mairie de (ville et adresse) :
Sur le Bureau de Matthias FEKL...

Port de recours : Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour de leur période contentieuse de deux mois d'affichage sur le terrain du présent planneau (article R.600-2 du code de l'urbanisme). Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la libération ainsi que la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (article R.600-1 du code de l'urbanisme).

CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC

FAIRE BARRAGE AU CETA (ET AU TAFTA)

Alors que toute l'attention était portée sur le projet d'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis, le TAFTA, l'année a été marquée par son équivalent avec le Canada, le CETA. La Commission européenne a en effet annoncé fin février 2016 que la phase de « consolidation juridique » de l'accord était terminée et que plus rien ne s'opposait à sa signature. Les négociations officielles du CETA étaient terminées depuis 2014 mais les discussions sur les modalités du mécanisme de règlement des différends Investisseur-Etat semblaient jusque-là s'enliser : elles ont finalement débouché sur le « système juridictionnel des investissements », mécanisme aménagé à la marge mais sans modification de fond.

AMPLIFIER LA MOBILISATION

Une course contre la montre s'est donc engagée à partir du printemps, sans visibilité sur l'agenda officiel, et sans perdre de vue le TAFTA : ces deux accords de libre-échange sont liés, ils prévoient tous les deux de favoriser les multinationales au détriment de la démocratie, de l'emploi et de notre environnement. En dépit des nombreux rebondissements de l'agenda officiel, le Collectif Stop TAFTA & CETA a amplifié la mobilisation contre ces deux accords, avec l'appui des Amis de la Terre : nos militant.e.s participent à plusieurs collectifs locaux, et un chargé de campagne a rejoint mi-mai le Secrétariat fédéral, pour un an, renforçant le suivi par le référent national de la campagne, dans laquelle la fédération européenne Friends of the Earth (FOEE) est très impliquée.

DÉCRYPTER, INFORMER, AGIR

Côté expertise, nous avons publié la version française de deux rapports de FOEE : « Agriculture européenne, la grande braderie » (avril) et « Le système juridictionnel des investissements mis à l'épreuve » (septembre). Nous avons également publié en septembre le rapport « Les menaces du traité de libre-échange avec le Canada (CETA) sur l'agriculture française », avec l'AI TEC, ATTAC France, la Confédération paysanne et la Fondation Nicolas Hulot (FNH).

Côté plaidoyer, nous avons alimenté le débat sur l'impact de ces traités sur l'agriculture et l'alimentation auprès de députés nationaux et européens, d'organisations professionnelles agricoles et d'associations de consommateurs (par des contacts directs et à l'occasion de deux événements publics à l'Assemblée nationale, les 11 octobre et 6 décembre). Surtout, nous avons construit avec nos partenaires la mobilisation contre ces accords toxiques : en juin, en organisant la tournée en

France (Paris, Caen, Limoges, Bordeaux, Toulouse, Marseille, Grenoble, Lyon, Chambéry, Dijon, Nancy) du « cheval de Troie » gonflable de FOEE ; les 11 et 14 octobre en mettant en scène la démolition des ministères de l'Agriculture puis de l'Environnement qu'implique symboliquement le CETA (voir photo) ; le 15 octobre dans les manifestations partout en France contre le TAFTA et le CETA ; le 18 octobre au Luxembourg, où se discutait la signature européenne du CETA ; le 21 janvier 2017 lors de la journée européenne d'actions décentralisées contre le CETA ; mi-février, enfin, lors de la mobilisation à Strasbourg avant le vote au Parlement européen.

MAINTENIR LA PRESSION

Ces efforts n'ont pas permis d'empêcher la signature du CETA, le 30 octobre, et sa ratification par le Parlement européen le 15 février 2017. Mais le CETA est devenu, comme le TAFTA (dont les négociations pourraient reprendre avant la fin du mandat de Trump), un sujet de débat public : la campagne va se poursuivre, car bien qu'il entre en application provisoire dès ce printemps, le CETA doit encore être ratifié au niveau national. Nous travaillons donc à l'échec de cette ratification en demandant un référendum, pour faire barrage une fois pour toutes à ces accords.

LYON : MOBILISÉ-E-S CONTRE LE TAFTA ET LE CETA

Les Amis de la Terre Rhône ont multiplié les initiatives, avec leur partenaires locaux du collectif Stop TAFTA local et d'Alternatiba 69, pour alerter les citoyen-ne-s sur les dangers de ces traités et pour convaincre leurs eurodéputé-e-s de voter contre le CETA. Tout au long de l'année, les militant-e-s ont multiplié passages dans les médias locaux et conférences publiques. L'étape du « Cheval de Troie » gonflable fut l'occasion d'une mise en scène d'un « appel du 18 juin » par le « Général Debout », d'afficher les positions des élu-e-s du département (dont deux eurodéputées) et de collecter les signatures des passant-e-s. Début septembre, une soirée publique co-organisée avec l'eurodéputée Sylvie Guillaume a permis, localement, de remettre le CETA au centre du débat public sur ces accords de libre-échange. Les militant-e-s ont également organisé des manifestations dans le centre de Lyon les samedis 15 octobre 2016 et 21 janvier 2017. Et après avoir interpellé localement des eurodéputé-e-s a priori favorables au CETA (par exemple lors d'une soirée où Françoise Grossetête présentait ses vœux en janvier 2017, ou lors de la soirée de bilan mi-mandat organisée quelques jours plus tard par plusieurs eurodéputé-e-s de la circonscription Sud-Est), plusieurs militant-e-s ont fait le déplacement à Strasbourg le 15 février !

CHIFFRES CLEFS

Le Collectif Stop TAFTA & CETA rassemble plus de **80** organisations membres, et plus de 150 collectifs locaux.

En Europe, plus de **2000** collectivités se sont déclarées « hors TAFTA & CETA » ou « en vigilance », dont plus de 800 en France.

Le 15 octobre, **10 000** personnes ont manifesté partout en France, dont 6 à 7000 à Paris.

Le 21 janvier 2017, **plus de 100** rassemblements ont été organisés en Europe, dont plus de 60 en France.

Le 15 février, **800 à 1000** personnes venues de toute l'Europe (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal...) ont manifesté à Strasbourg.



DES PETITES AGRICULTURES PRISENT POUR CIBLE PAR LE MEGACOMPLEXE AGRO -INDUSTRIEL

Cette année encore les Amis de la Terre France se sont appliqués de différentes manières, à différents endroits, à résister à de nombreuses attaques. Des attaques qui s'intensifient à différents niveaux, traités internationaux, action juridique Européenne, instance d'état, grands projets inutiles imposés, méga fusion de l'industrie chimique avec les industries de la semence, etc ...

Toutefois au-delà de cette résistance nécessaire, les Amis de la Terre France ont continué à participer à la construction de systèmes agricoles soutenables et à la défense des petits paysans, de petites agricultures simplement parce que c'est dans ces systèmes alternatifs qu'émergent la capacité de nourrir les personnes et non les profits.

DES TRAITÉS QUI NUISENT À L'AGRICULTURE LOCALE

Sur le terrain, nous étions donc présents dans la mobilisation contre le TAFTA et le CETA, des traités qui ne laissent aucune chance à la biodiversité cultivée ou animale en imposant des normes qui répondent aux lois d'un marché ultra libéral.

Fort de notre expertise sur les pesticides, nous nous sommes également impliqués dans l'ensemble des actions visant à alerter sur les risques du glyphosate, et d'une manière générale sur l'ensemble des pesticides, promouvant des alternatives à travers l'association Aspro-PNPP. La ville de Bordeaux s'est distinguée grâce à l'action des Amis de la Terre Gironde profitant de l'ouverture de la Cité du vin pour éclairer certains esprits à travers une demande claire « Stop Pesticides ».

C'est également dans la défense des terres fertiles que les Amis de la Terre se sont mobilisés dans des zones désormais célèbres, telle que Notre-Dame-des-Landes, ou encore le barrage de Sivens, et bien entendu de manière spécifique dans de nombreuses régions face à des projets de construction de grande surface, ou de grand complexe...

DES ALTERNATIVES À L'AGROCHIMIE

Défendre la terre comme défendre les semences sont des préalables pour assurer la régénérescence des systèmes et un autre modèle agricole. Ainsi, c'est aussi au côté du Réseau Semences Paysannes que nous continuons à défendre les semences paysannes et à nous émerveiller face à des variétés anciennes qui ont du goût... car ce que nous défendons se goûte et se décline dans une diversité culturelle... Si les paysans sont pris pour cible, c'est au final nos cultures dans chaque

région qui pourraient s'uniformiser. Aussi, accompagner le développement du jardinage, les échanges de recettes, de techniques et de savoirs c'est une résistance concrète pour conserver notre autonomie et notre souveraineté alimentaire.

UNE TROMPERIE : LES NOUVEAUX OGM

Cette autonomie est menacée par des outils techniques, en tête de liste pour l'année 2016... les OGM ! Les Amis de la Terre France ont tenté de combattre l'introduction des NBT (New Breeding Techniques), soit : les nouveaux OGM, au sein du HCB (Haut Conseil des Biotechnologies). Ce fut peine perdue, au-delà de multiples dysfonctionnements, nous avons été forcés de constater que cette instance était devenue un haut lieu d'acceptabilité sociale plus qu'un endroit qui allait pouvoir éclairer les choix du gouvernement, aussi nous en avons démissionné expliquant ce qu'est une instance de démocratie participative pour les Amis de la Terre France !

Enfin, si le projet a émergé en 2017, nous tenions à faire part du travail entrepris par les bénévoles, réécrire la position agriculture des Amis de la Terre. Nous avons en effet éprouvé le besoin de valoriser l'expertise de terrain et la force d'adaptation de notre organisation dans une position qui soit le reflet des valeurs défendues avec passion et amour du vivant ! L'idée principale étant toujours de garantir la régénération des territoires et cesser toutes formes d'extractivisme dont la paysannerie est victime aujourd'hui. Car la question a été ouverte lors du tribunal Monsanto, comment nommer et répondre à la criminalité environnementale et particulièrement au crime d'écocide !

TOUJOURS PLUS DE PORCS DANS TOUJOURS MOINS D'ESPACE !

En 2014, une demande d'extension d'une porcherie à Saint-Symphorien a été déposée. Déjà estampillée ferme-usine avec 7 000 cochons mal-élevés, le projet en entasserait 5 000 de plus !

L'opposition à cette méga-porcherie, c'est l'expression d'un ras-le-bol croissant contre une dérive lourde de l'agriculture d'aujourd'hui. Ici et là naissent des projets d'élevage et de maraichage démesurés et hyper-spécialisés. Avec comme conséquences, la souffrance animale et la malbouffe.

Mais un tel projet pose aussi la question des surfaces d'épandages des lisiers qui eux aussi passeraient de 400 à 1 000 ha. La commission d'enquête publique en 2014 terminait son avis de la manière suivante : « le commissaire enquêteur estime que le projet d'extension de l'élevage et du plan d'épandage n'est pas compatible avec les enjeux prioritaires de ce territoire en matière de qualité de la ressource en eau et de protection des milieux aquatiques ».

La Préfecture devait rendre son verdict sur ce projet qui menace un vaste territoire comprenant des espaces aussi sensibles que le bassin d'Arcachon ou la vallée du Ciron.

CHIFFRES CLEFS

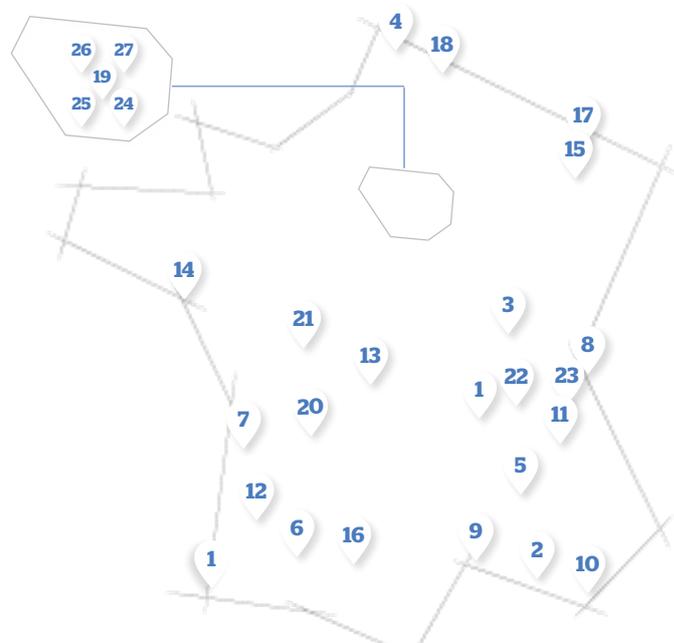
25 milliards de dollars, ce sont les ventes combinées de semences et de produits agrochimiques si la fusion de Bayer-Monsanto est actée.
65%, c'est la surface de terrains utilisés dans d'autres régions du monde pour satisfaire la consommation des pays de l'Union Européenne.
180 millions d'hectares, soit 3 fois la taille de la France : ce sont les estimations des besoins en foncières pour l'utilisation de biocarburants dans le monde d'ici à 2020.

DU CÔTÉ DES GROUPES LOCAUX

Découvrez la carte de nos groupes locaux ! N'hésitez pas à les contacter pour les rejoindre. Si vous souhaitez monter un groupe local « Amis de la Terre » près de chez vous, faites-nous part de votre projet à france@amisdelaterre.org
Nous vous aiderons à vous lancer !



DES GROUPES LOCAUX SUR LES TERRITOIRES



1 GROUPE ASSOCIÉ BIZI!
info@bizimugi.eu

2 AMIS DE LA TERRE BOUCHES DU RHÔNE
bouchesduhone@amisdelaterre.org

3 AMIS DE LA TERRE CÔTE D'OR
amisdelaterre21@gmail.com

4 AMIS DE LA TERRE DUNKERQUE
nicolas.fournier48@orange.fr

5 AMIS DE LA TERRE DRÔME
drome@amisdelaterre.org

6 AMIS DE LA TERRE GERS
amisdelaterre.gers@gmail.com

7 AMIS DE LA TERRE GIRONDE
aurelie.schild@gmail.com

8 AMIS DE LA TERRE HAUTE-SAVOIE
contact@amisdelaterre74.org

9 AMIS DE LA TERRE HÉRAULT
AT34@orange.fr

10 AMIS DE LA TERRE HYÈRES
athyeres@sfr.fr

11 AMIS DE LA TERRE ISÈRE
atisere@gmail.com

12 AMIS DE LA TERRE LANDES
landes@amisdelaterre.org

13 AMIS DE LA TERRE LIMOUSIN
martine.laplante87@gmail.com

14 AMIS DE LA TERRE LOIRE-ATLANTIQUE
pathy44.amt@gmail.com

15 AMIS DE LA TERRE MEURTHE ET MOSELLE
meurtheetmoselle@amisdelaterre.org

16 AMIS DE LA TERRE MIDI-PYRÉNÉES
midipyrenees@amisdelaterre.org

17 AMIS DE LA TERRE MOSELLE
resistanceterre@gmail.com

18 AMIS DE LA TERRE NORD
nord@amisdelaterre.org

19 AMIS DE LA TERRE PARIS
paris@amisdelaterre.org

20 AMIS DE LA TERRE PÉRIGORD
perigord@amisdelaterre.org

21 AMIS DE LA TERRE POITOU
poitou@amisdelaterre.org

22 AMIS DE LA TERRE RHÔNE
amisdelaterre.rhone@gmail.com

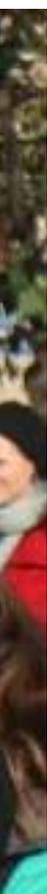
23 AMIS DE LA TERRE SAVOIE
savoye@amisdelaterre.org

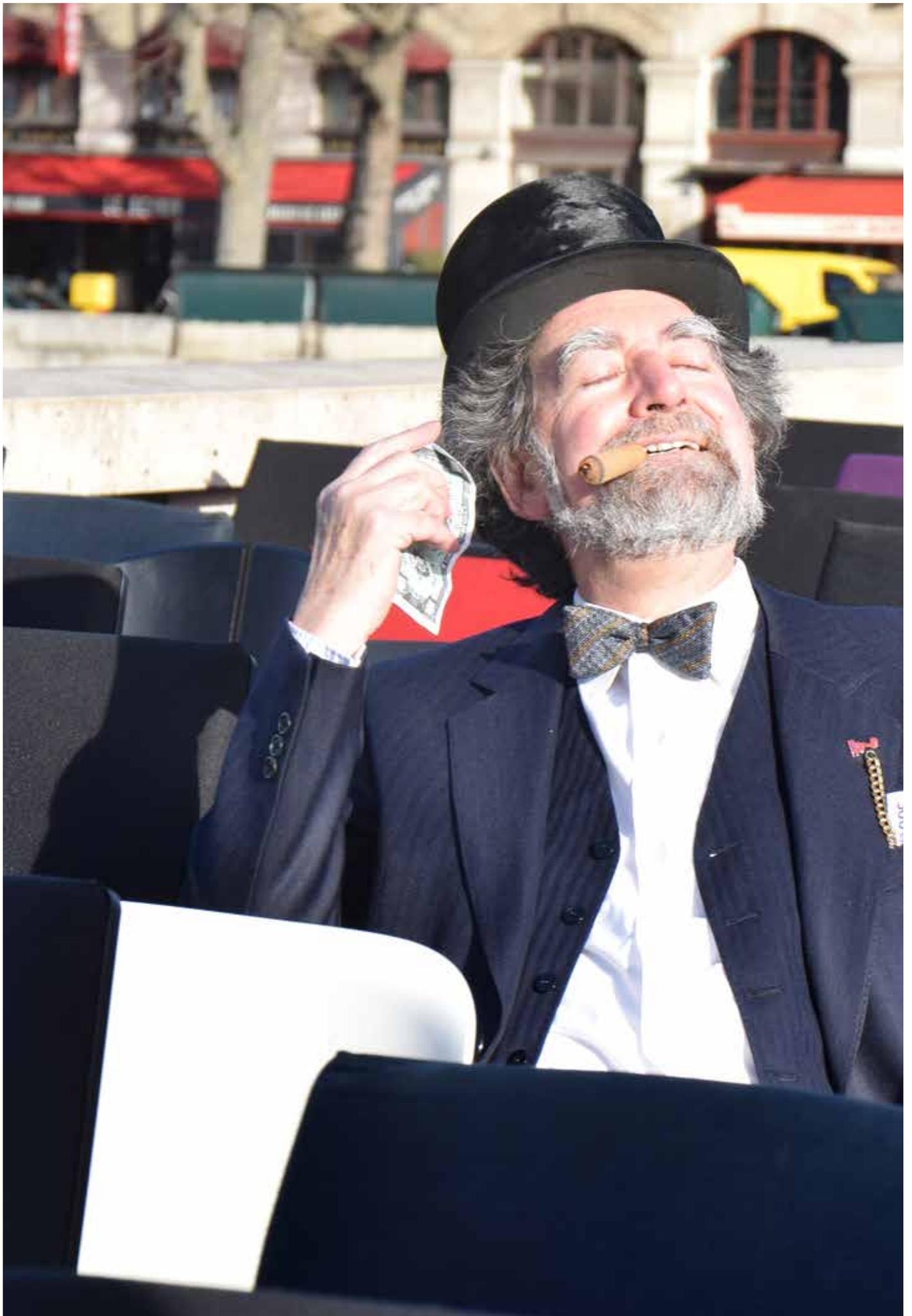
24 AMIS DE LA TERRE SEINE ET MARNE
seineetmarne@amisdelaterre.org

25 AMIS DE LA TERRE VAL DE BIÈVRE
valdebievre@amisdelaterre.org

26 AMIS DE LA TERRE VAL D'OISE
th.avra@sfr.fr

27 AMIS DE LA TERRE VAL D'YSIEUX
amisdelaterre-val-ysieux@orange.fr





RÉSISTER, UNE URGENCE FACE À LA SITUATION ACTUELLE

En 2016, actualité oblige, les groupes locaux des Amis de la Terre ont participé activement à la promotion et la déclinaison locale des campagnes nationales : évasion fiscale, énergies fossiles, banques irresponsables, TAFTA et CETA sont les campagnes qui ont été les plus suivies et relayées.

Sur les banques, les actions ont ciblé particulièrement BNP Paribas (Savoie, Haute Savoie, Bizil Landes, Dunkerque, Dijon, Nord, Gironde...). Les énergies fossiles ont été visées lors d'une action d'ampleur nationale lancée par Bizil contre le Sommet du Pétrole Offshore à Pau à laquelle de nombreux groupes ont répondu présent. Les Amis de la Terre Dunkerque, quant à eux, luttent contre les projets d'importation de gaz dans le nord. Sur les traités commerciaux, des rassemblements, conférences, manifestations mettant en scène un cheval de Troie géant symbolisant le TAFTA, ont été organisés dans l'Isère, à Annecy, en Gironde, dans le Rhône, sans oublier le Poitou, Dunkerque et les Landes.

Mais la résistance s'organise aussi sur ce qui nous touche le plus, dans notre quotidien : l'agriculture et l'alimentation, la consommation et la publicité.

Contre les pesticides, les Amis de la Terre Gironde et leurs partenaires ont organisé la spectaculaire manifestation « die-in » à l'inauguration de la Cité du Vin de Bordeaux. Les Amis de la Terre Landes ont mené une action de démonstration contre les pesticides chez un distributeur, et une grande marche silencieuse contre les pesticides a été organisée à Chambéry. Les Amis de la Terre Nord ont amené à la grande marche contre Monsanto leur monstrueux épi de maïs : OGM et pesticides vont la main dans la main. Des ateliers, conférences, projections, ont cherché à promouvoir une alimentation responsable et à préserver une agriculture de qualité : conférence sur le TAFTA et l'alimentation en Gironde, travail sur les produits animaux (Rhône, Val de Bièvre).

Plusieurs groupes ont aussi ciblé les dérives de la consommation et de ses impacts : Bizil avec un grand débat sur la consommation responsable ; plusieurs actions antipub (Rhône, Dijon) ; Poitou sur les déchets et les Amis de la Terre Loire Atlantique et Dijon ont distribué de cartons rouges aux nombreux produits n'indiquant pas la disponibilité de leurs pièces détachées.

Plusieurs groupes ont mené des actions de sensibilisation sur la pollution de l'air (Nord, Rhône, Paris) et la Haute Savoie demande un Grenelle des transports dans la région, particulièrement polluée.

Sur le nucléaire, les Amis de la Terre Meurthe et Moselle suivent de près la lutte contre le site d'enfouissement nucléaire de Bure, et les Amis de la Terre Poitou participent au collectif Arrêt du nucléaire. Les Amis de la Terre Haute Savoie, Loire Atlantique sont également actifs sur le sujet, et Midi Pyrénées a porté plainte avec 9 associations, contre EDF pour une fuite radioactive à Golfech.

Le propre des groupes locaux des Amis de la Terre, c'est d'être mobilisés fortement sur des menaces locales. Parfois celles-ci ont une envergure qui en fait des Grands Projets Inutiles et Imposés (GPII) : c'est le cas de Notre-Dame-des-Landes, qui a fortement mobilisé le groupe Loire Atlantique bien sûr, mais aussi d'autres groupes locaux dont les militant-e-s se sont déplacé-e-s à Nantes, ou bien ont organisé des rassemblements sur place, comme Bizil à Bayonne et le groupe à Chambéry. C'est le cas aussi des projets de lignes à grande vitesse irréalistes, comme Lyon-Turin et le Grand prolongement sud-ouest, qui continuent de mobiliser plusieurs groupes (Savoie : proposition d'autres priorités ; Amis de la Terre Landes : recours au Conseil d'Etat). Sans oublier, la ferme des « 1000 taurillons » dans le Limousin, le centre de loisirs de Gonesse (ski « indoor » et plage tropicale sur 80 ha de terres agricoles très fertiles) sur lequel le groupe Val d'Oise participe aux actions juridiques.

Plus localement il y a aussi le centre des congrès prévu sur les berges du lac d'Annecy au mépris de la loi littoral, contre lequel les opposants ont marqué un succès : la commission d'enquête ne l'a pas reconnu d'utilité publique.

Tout ceci s'inscrit dans une vision globale de ce qu'est une société soutenable, avec laquelle tous ces projets sont incompatibles.

MOBILISER, UNE MULTITUDE DE MOYENS, TOUJOURS NON-VIOLENTS

Tous les groupes font leur maximum pour la sensibilisation du public : via des films, des débats et des conférences. Les groupes locaux affinent leurs moyens de communication. Outre leur site internet (ou leur espace sur le site national), ils sont de plus en plus nombreux sur facebook et twitter. Certains diffusent une lettre (la Feuille verte de Midi Pyrénées...) animent une radio (Gironde...). Mais la présence physique est essentielle, avec des réunions ouvertes, des permanences (en particulier les « Cercles de bruit » mensuels du groupe de Dunkerque.

Les partenariats sont souvent la clé d'actions locales réussies, permettant une convergence des forces. Ne citons, parmi les collectifs permanents, que Stop TAFTA avec en particulier Attac France, le Collectif transition citoyenne dont la Journée de la transition fédère beaucoup d'événements, ANV COP21 et Alternatiba, la Confédération paysanne et les associations d'agriculture biologique.

La formation est aussi un moyen privilégié d'informer et de motiver de nouveaux militants : Savoie, Haute Savoie Bizil Val de Bièvre ont beaucoup misé sur cette démarche

Enfin et surtout, parce que l'information, la consultation, la concertation trouvent vite des limites du type « cause toujours », c'est par les actions sur le terrain que les militant-e-s peuvent apporter la contradiction la plus efficace, d'où les grands moments du sommet de Pau, de l'action Pesticide, des mobilisations devant les banques...

TRANSFORMER : DES ALTER- NATIVES ET DES CONSTRU- CTIONS COLLABORATIVES

Les Amis de la Terre ne sont pas pour autant en marge des processus institutionnels. Ils participent activement aux consultations locales et siègent dans de nombreux comités locaux (le groupe Hyères en ce qui concerne le Grand Site de la presqu'île de Giens et le parc national, Midi Pyrénées, Landes, Dunkerque, Poitou et d'autres dans de nombreuses commissions portant sur les risques industriels, les déchets, des centrales nucléaires...). Quand il le faut, ils passent à l'action sur le plan juridique, avec d'autres associations.

Certains s'impliquent directement dans un organisme, comme la Maison régionale de l'Environnement et des Solidarités, dont un membre des Amis de la Terre Nord assure la vice-présidence.. Bizil continue la promotion du pacte de la Transition auprès des collectivités locales basques, et œuvre pour la création de la Communauté d'agglomération du pays basque.

Enfin, de multiples initiatives visent à promouvoir la transition vers une société plus soutenable : les « répar-café » (Loire Atlantique, Dijon), la gestion écologique d'un bois (Val d'Ysieux), la mise en place de bandes cyclables virtuelles (Nord), la promotion d'un repas à base végétale dans les cantines scolaires (Val de Bièvre), la réhabilitation d'un théâtre (Poitou), le partage des jardins (Dijon...), et le collectif CitoyENR, lancé par un groupe moteur « Toulouse en Transition » et les Amis de la Terre Midi-Pyrénées.

EN 2017 PRÉPAREZ VOUS



1^{er} axe

l'Histoire que l'on va raconter

Face à l'impunité des multinationales et au cynisme des banques, les Amis de la Terre France sont là. Le début d'année est marqué par les procès des « faucheurs de chaises » : Jon Palais, du groupe associé Bizil à Dax le 9 janvier et Florent Compain, Président des Amis de la Terre France, à Bar-le-Duc le 11 avril. Mais ce ne sont pas les « faucheurs de chaises » qu'il faut juger, c'est l'évasion fiscale en bande organisée et le greenwashing de BNP Paribas qui continue de financer le chaos climatique.

Un immense mouvement est en train de se construire pour tourner la page des énergies fossiles. Aux côtés des groupes et collectifs locaux, nous y contribuons en exigeant des pouvoirs publics la fin de l'exploration et de l'exploitation des énergies fossiles sur l'ensemble du territoire national ou encore en dénonçant les projets d'infrastructures qui nous enferment dans la course à la surconsommation. Notre rôle est aussi d'alerter et de dénoncer les fausses solutions comme l'idée de remplacer le pétrole par l'huile de palme pour faire rouler nos voitures.

Seul-e-s, nous savons que nous ne pouvons pas être à la hauteur du défi. C'est pourquoi, les Amis de la Terre France travaillent en réseau : à l'international, avec nos groupes dans 75 pays qui se battent aux côtés de celles et ceux qui sont les plus frappé-e-s par la crise climatique mais aussi, en France, au coeur de nombreux collectifs et avec des alliés stratégiques comme Alternatiba, ANV-COP21 qui permettent à de nouvelles personnes de rejoindre le mouvement pour la justice climatique.

Nous avons prouvé que notre créativité et notre capacité à concevoir des stratégies non-violentes d'accumulation de forces sont des outils puissants pour bousculer les inerties, obtenir des victoires tangibles et enclencher des dynamiques citoyennes de transition.

2^{ème} axe

les méthodes et formations que nous allons déployer

La formation des militant-e-s, l'échange d'expériences et la mutualisation de bonnes pratiques sont essentiels. C'est pourquoi la Fédération organise régulièrement des sessions de formation et des journées d'échange à Paris ou en Province. Ces sessions permettent de réfléchir sur nos pratiques militantes (concevoir une stratégie, organiser une action non-violente...), d'acquiescer des méthodes de travail efficaces (animer une réunion, gérer un projet collaboratif...) ou encore de favoriser des rencontres physiques entre les membres d'un groupe de travail thématique (commission agriculture...).

En 2017, nous avons lancé un nouveau programme « Alternatibez-vous » dont l'objectif est de mobiliser plus largement et de permettre à de nouvelles personnes de passer à l'action pour accéder à des droits fondamentaux : se nourrir, avoir accès à l'eau, se chauffer ou encore avoir un toit. Pour cette première promotion, nous avons fait le choix de nous concentrer sur la précarité énergétique : alors qu'environ 20 % des ménages ont du mal à payer leur facture d'énergie ou renoncent à se chauffer, les efforts de rénovation thermique des logements sont insuffisants. Nous avons donc décidé de former une quinzaine d'organisateur-trices spécialisé-es dans la lutte contre la précarité énergétique qui accompagneront des groupes d'habitant-e-s pour les aider à obtenir la rénovation thermique de leur logement.

Cet été, les Amis de la Terre France co-organiseront, avec Alternatiba et ANV-COP21, la deuxième édition du Camp Climat du 4 au 15 août. Ce camp est l'occasion de s'immerger plusieurs jours et de participer à de très nombreuses formations.

3^{ème} axe

Les outils pour mieux accueillir, s'informer et échanger

Les Amis de la Terre France, c'est avant tout une association ouverte, un lieu d'échange pour les militant-e-s et un outil pour développer de nouveaux projets, renforcer les luttes ou promouvoir les alternatives. Pour pouvoir jouer ce rôle, il faut parfois oser parler de soi. L'outil « Amis de la Terre France » n'est utile que s'il est connu et reconnu, que s'il est sollicité par le plus grand nombre, que si son projet, ses valeurs sont partagées à toutes les échelles, du local au national. Oui, nous devons renforcer le sentiment d'appartenance à cette grande famille militante en faveur de la justice sociale et environnementale ; une famille qui ne demande qu'à s'agrandir, qu'à accueillir celles et ceux qui partagent notre vision des sociétés soutenables.

Nous allons donc développer cette année deux produits de communication accessibles à toutes et tous : la plaquette de l'association et une vidéo sur notre identité. Ces deux supports montreront, chacun à leur manière, comme nous pouvons être fier-e-s d'être des Ami-e-s de la Terre.

Plusieurs projets naîtront cette année. Nous pouvons d'ores et déjà vous annoncer l'édition d'un « manuel militant » (un kit complet pour aider les organisateur-trices et coordinateur-trices à animer des groupes et mener des actions locales) ainsi que la sortie de deux guides citoyens, le premier pour choisir une banque éthique, le second pour savoir acheter réparable et faire réparer dans sa ville !

Nous pouvons aussi vous annoncer la sortie d'une plate-forme collaborative interne qui permettra d'identifier partout sur les territoires les personnes ressources à contacter, de mutualiser nos savoirs, de construire nos expertises, et d'avoir à disposition toutes nos dernières publications.